



Groupe interacadémique
pour le développement

SALON DE L'AGRICULTURE ET DES RESSOURCES ANIMALES D'ABIDJAN

ACTES DU PROGRAMME FastDev Agri 20-21 NOVEMBRE 2017



« MOBILISER LES SAVOIRS AU SERVICE D'UN VÉRITABLE CO-DÉVELOPPEMENT »

FORUM D'ÉCHANGES POUR L'AMÉLIORATION DE L'EMPLOI DES JEUNES EN AGRICULTURE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

**ACTES DU FORUM FastDev Agri
ABIDJAN - CÔTE D'IVOIRE**

20-21 NOVEMBRE 2017



Organisé par

le **G**roupe Interacadémique pour le **D**éveloppement (GID)

sous le pilotage de

l'Académie des sciences, France

l'Académie d'agriculture, France

l'Académie des sciences, des arts et des cultures d'Afrique et des
diaporas africaines, Côte d'Ivoire



INSTITUT DE FRANCE
Académie des sciences



Groupe Interacadémique pour le Développement
16, rue Mazarine
F-75006 Paris
www.g-i-d.org



COMITÉ D'ORGANISATION

François Guinot, président
Catherine Bréchnignac, vice-président
Michèle Gendreau-Massaloux, vice-président
Jacques Brulhet, académie d'agriculture de France
Jean-Luc Maslin, directeur des opérations
Tsiory Razafindrabe, secrétaire générale
Matthieu Heurtevent, chargé de mission
Sophie Gillion, assistante du président et du vice-président
de l'Académie des sciences
Dalila Hebbadj, chargée de mission

REMERCIEMENTS

« Le GID tient à remercier chaleureusement les académies, institutions, écoles et autres structures qui ont participé aux réflexions essentielles au montage de ce forum d'échanges, et du programme FastDev Agri dont il découle, et tient à entretenir ces relations pour le programme concerné ainsi que d'autres de co-développement »

L'Afrique subsaharienne doit faire face à un double enjeu : la sécurité alimentaire et l'emploi des jeunes. Avec une population qui va doubler d'ici 2050, une solution durable et raisonnée s'impose. Autre constat, les jeunes se désintéressent de plus en plus des différents métiers de l'agriculture, préférant s'installer en ville. Comment peut-on réconcilier ces deux aspects ?

Suite à un premier forum de réflexion FastDev tenu à Dakar en février 2016 sur « L'Emploi des jeunes en Afrique, la nécessaire co-construction des enseignements-formations et des entreprises », le GID a organisé les 20 et 21 novembre 2017, à Abidjan, un forum d'échanges pour l'amélioration de l'emploi des jeunes dans l'agriculture en Afrique subsaharienne. L'objectif de ce deuxième forum était de redonner envie aux jeunes africains d'entreprendre dans les métiers de l'agriculture, allant de la production jusqu'à la deuxième transformation.

Dans cette optique, la journée du 20 novembre a donné la parole à 14 jeunes promoteurs de réussites agricoles de 8 pays d'Afrique (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mali, Maurice, Sénégal, Togo). Leurs témoignages ont permis de souligner les conditions de réussite de ces projets ainsi que les obstacles à leur mise en œuvre et à leur pérennisation.

La journée du 21 novembre a été consacrée à trois tables rondes regroupant des spécialistes autour de thématiques essentielles au bon déroulement de tout projet agricole : l'accès au financement, les centres de formation, et les nouvelles technologies dans l'agriculture.



TABLE DES MATIÈRES

Comité d'organisation	p. 3
Glossaire	p. 7
Programme	p. 9-69
Séance introductive	
François Guinot	p. 11
Jacques Brulhet	p. 15
S.E. M. Pape Seck	p. 19
S.E. M. Kobenan Kouassi Adjoumani	p. 23
Présentations de réussites agricoles par les opérateurs	p. 27
<i>Promotion de jardins scolaires et de l'agriculture - Bénin</i>	p. 29
Alexis Idoniyi	
<i>Aviculture moderne - Côte d'Ivoire</i>	p.31
Anicet Kouman	
<i>Les fermes Naatangué - Sénégal</i>	p.33
El Hadj Malick Sarr	
<i>Ferme zéro déchet - Togo</i>	p.35
N'tètchè Ouguile	
<i>Maraîchage et pisciculture hors sol - Mali</i>	p.39
Sana dite Wony Tieminta	
<i>Production de riz bio - Bénin</i>	p.43
Eloi Blaise Hounkponou	
<i>Huile de coco made in Togo</i>	p.45
Kokoè Anita Gamado,	
<i>Zabbaan, jus de fruits - Mali</i>	p.47
Aïssata Diakité	
<i>Top nature limited, culture de fruits et légumes hors sol - Maurice</i>	p.49
Patrice Dijoux	
<i>FasoPro, transformation de la chenille de karité - Burkina Faso</i>	p.55
Kahitouo Hien	
<i>« Instant Chocolat », made in Côte d'Ivoire</i>	p.57
Axel-Emmanuel Gbaou	
<i>Poivre Indication Géographique Protégée de Penja - Cameroun</i>	p.59



Christine Njole Ndoumbe	
<i>Superfruit Baobab, Coop agricole équitable - Bénin</i>	p.61
Brice Valentin Gbaguidi	
<i>Café arabusta 100% ivoirien en capsules - Côte d'Ivoire</i>	p.63
André Braud-Mensah	
Conclusions de la journée	p.65
Daouda Aïdara	
Accès au financement : micro et méso-crédits	p.71
Jean-Noël Poda	p.73
Marie-Cécile Thirion	p.73
Albert Sie Dah	p.75
Claude Arsène Savadogo	p.76
Table ronde : Structures de formation : Fermes-écoles, entreprises-écoles, incubateurs	p.79
Pierre Gény	p.81
Gora Ndiaye	p.81
Patrick Sekongo	p.82
Père Hyacinthe Ali Konan	p.83
Célestin Boua Atsé	p.83
Pascal Baridomo	p.84
Siaka Koné	p.86
Table ronde : E-agriculture et nouvelles technologies	p.87
Thierry Chambolle	p.89
Mahamadi Ouédraogo	p.92
Alexandre Alhassane Kabre	p.94
Anicet Kouman	p.95
Conclusions et recommandations	
Catherine Bréchignac	p.97
François Guinot	p.101
Clôture	
S.E. M. Gilles Huberson	p.107
S.E. M. Sangafowa Coulibaly	p.111
Annexes	p.115

GLOSSAIRE

- ZIE : Institut international de l'eau et l'environnement
- AAF : Académie d'agriculture de France
- ADEPTA : Association pour le développement des échanges internationaux de produits et techniques agroalimentaires
- AFD : Agence française de développement
- AISA : Association ivoirienne des sciences agronomiques
- ANADER : Agence nationale d'appui au développement rural
- ANIDA : Agence nationale d'insertion et de développement agricole
- ANSALB : Académie nationale des sciences, des arts et des lettres du Bénin
- ANSAL-BF : Académie nationale des sciences, des arts et lettres du Burkina Faso
- ANSALT : Académie nationale des sciences, des arts et des lettres du Togo
- ANSTS : Académie nationale des sciences et techniques du Sénégal
- ASCAD : Académie des sciences, des cultures d'Afrique et des diasporas africaines de Côte d'Ivoire
- ASOM : Académie des sciences d'Outre-Mer
- BAD : Banque africaine de développement
- BHS : Bac hors sol
- C2D : Contrat de désendettement et de développement
- CAS : Cameroun academy of sciences (Académie des sciences du Cameroun)
- CCAD : Cadre de concertation des associations et organisations de développement
- CEDEAO : Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- Cirad : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
- Coop : Coopérative
- CTFT : Centre technique forestier tropical
- ESA : Ecole supérieure d'agronomie
- FAIEJ : Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes
- FastDev Agri : Forum africain des sciences et technologies pour le développement agricole
- FCFA : Franc de la communauté financière en Afrique
- FIRCA : Fonds interprofessionnel pour la recherche et le conseil agricoles
- FRAP : Ferme de référence agropastorale
- GID : Groupe interacadémique pour le développement
- GlobalGAP : Global Good Agricultural Practices
- HS : Hors sol



IECD : Institut européen de coopération et de développement
IGP : Indication géographique protégée
INP-HB : Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny
IRD : Institut de recherche et développement (ancien ORSTOM)
IRHO-LAME : Institut de recherche sur l'huile de palme
ITK : Itinéraire technique
MauriGAP : Maurice Good Agricultural Practices
NTIC : Nouvelles technologies de l'information et de la communication
OAPI : Organisation africaine de la propriété intellectuelle
OGM : Organisme génétiquement modifié
OP : Organisation professionnelle
ONG : Organisation non gouvernementale
ORSTOM : Office de la recherche scientifique et technique Outre-Mer (maintenant IRD)
PME : Petite et moyenne entreprise
SI : Système d'information
SIA : Salon International de l'Agriculture à Paris
SIVÉC : Société ivoirienne d'élevage et de construction
SOCOJEPCI : Société coopérative de jeunes producteurs de N'douci en Côte d'Ivoire
TIC : Technologies de l'information et de la communication
TNL : Top nature limited
UPEC-DC : Unité de Production de l'eau de Coco et dérivés de coco
USD : United States dollar

PROGRAMME FASTDEV AGRI

Forum d'échanges pour l'amélioration de l'emploi des jeunes en agriculture en Afrique subsaharienne

20-21 novembre 2017 - Abidjan

Lundi 20 novembre

9h00-9h30 : Accueil des participants

9h30-10h30 : Séance introductive

M. **François Guinot**, président du GID, président honoraire de l'Académie des technologies

M. **Jacques Brulhet**, membre de l'Académie d'agriculture de France

S.E. M. **Pape Seck**, ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural du Sénégal

S.E. M. **Kobenan Kouassi Adjoumani**, ministre des Ressources animales et halieutiques de Côte d'Ivoire

10h30-12h30 : Présentations de réussites agricoles par les opérateurs

Session modérée par M. Y. Mawuena D. Gumedzoe, secrétaire perpétuel de l'Académie nationale des sciences, arts et lettres du Togo

Promotion de jardins scolaires et de l'agriculture - Bénin

M. **Alexis Idoniyi**, responsable du programme

Aviculture moderne - Côte d'Ivoire

M. **Anicet Kouman**, vétérinaire, producteur

Les fermes Naatangué - Sénégal

M. **El Hadj Malick Sarr**, directeur général de l'ANIDA

Ferme zéro déchet - Togo

M. **Clément N'tetchè Ouguile**, fondateur

Maraîchage et pisciculture hors sol - Mali

Mme **Sana dite Wony Tieminta**, présidente de la coopérative « femmes en action »

12h30-13h30 : Pause déjeuner



13h30-15h30 : Présentations de réussites agricoles par les opérateurs (suite)

Session modérée par M. Ababacar S. Ndoye, membre de la section sciences agricoles de l'Académie nationale des sciences et techniques du Sénégal

Viva Matekpo, production de riz bio - Bénin

M. Eloi Blaise Hounkponou, responsable du programme

Huile de coco - Togo

Mme Kokoè Anita Gamado, productrice

Zabbaan, jus de fruits - Mali

Mme Aïssata Diakitè, PDG Zabbaan

Top Nature Limited, culture de fruits et légumes hors sol - Maurice

M. Patrice Dijoux, co-directeur

15h30-16h00 : Pause

16h00-17h30 : Présentations de réussites agricoles par les opérateurs (suite et fin)

Session modérée par M. Mansourou Moudachirou, secrétaire perpétuel de l'Académie nationale des sciences, arts et lettres du Bénin

FasoPro, transformation de la chenille de karité - Burkina Faso

M. Kahitouo Hien, directeur général

Instant chocolat team - Côte d'Ivoire

M. Axel-Emmanuel Gbaou, directeur

Poivre IGP de Penja - Cameroun

Mme Christine Njole Ndoumbe, conseillère du groupement

Superfruit Baobab, coopérative agricole équitable - Bénin

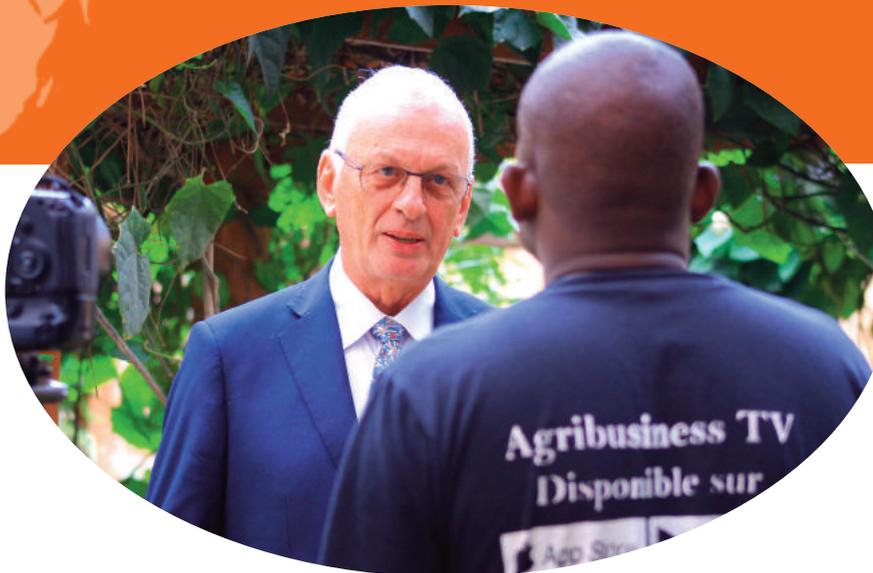
M. Brice Valentin Gbaguidi, président

Café arabusta 100% ivoirien en capsules - Côte d'Ivoire

M. André Braud-Mensah, fondateur d'Ivoryblue

17h30-18h00 : Conclusions de la journée

M. Daouda Aïdara, président de l'Académie des sciences, des arts, des cultures d'Afrique et des diasporas africaines de la Côte d'Ivoire



François Guinot
Président du GID
Président honoraire de l'Académie des technologies

Monsieur le ministre,

En vous saluant avec déférence, je suis heureux au nom du GID de vous exprimer notre gratitude pour le signe fort de votre présence au moment où nous ouvrons ces rencontres FastDev Agri.

Je salue chaleureusement toutes les personnalités qui nous accompagnent depuis qu'en février dernier, lors du Salon de l'Agriculture de France, nous avons lancé le programme GID-Agri. Elles ont joué un rôle éminent dans la conception et l'organisation de ces rencontres. C'est le cas de Monsieur le ministre de l'Agriculture de la République du Sénégal, Monsieur Pape Seck, ami fidèle du GID, qui nous fait l'honneur de sa présence. C'est le cas des responsables d'ONG qui, comme ADVANS et IECD, partagent nos principaux objectifs. C'est le cas du CIRAD, dont je salue la présence du directeur pour la Côte d'Ivoire.

Mes salutations confraternelles vont aux représentants des Académies nationales françaises et africaines qui sont les piliers du GID. Elles vont en

premier lieu au Pr. Aidara, président de l'Académie de Côte d'Ivoire pour son soutien dans l'organisation de ces rencontres ; ainsi qu'aux responsables d'Académies dont la présence démontre l'implication dans nos réflexions et nos actions.

Madame Catherine Bréchnac, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, vice-président du GID,

Monsieur Pierre Gény, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences d'Outre-mer,

Monsieur Mansourou Moudachirou, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, arts et lettres du Bénin,

Monsieur Thierry Chambolle, représentant le président de l'Académie des technologies de France, sans oublier nos confrères académiciens du Togo, du Cameroun, du Burkina Faso, du Maroc et du Sénégal.

Je salue enfin avec une chaleur très amicale toutes les personnes qui ont accepté d'être les intervenants dans ces rencontres et, en particulier, les porteurs d'expériences réussies dans le domaine agroalimentaire. Ce sont leurs initiatives, leurs efforts, leur ténacité qui les justifient.

Grâce à eux, nous allons jeter ici les bases de la poursuite et de l'approfondissement du programme GID-Agri.

Mesdames et Messieurs, chers amis,

Vous connaissez le GID. Vous le connaîtrez mieux encore en visitant son stand au Salon de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan, à deux pas d'ici.

Vous voyez, sur la bannière derrière moi, que ce **Groupe** entend « mobiliser les savoirs au service d'un véritable co-développement euro-africain ».

Interacadémique par le caractère euro-africain que lui confèrent les origines des Académies africaines et européennes qui l'ont fondé puis étoffé, il est interacadémique encore par les compétences qu'il réunit – sciences, technologies, médecine, agriculture, sciences humaines. Cette combinaison de savoirs, vraiment unique, le rend capable d'aborder tous les problèmes de **développement** dans leur complexité. Et de le faire avec l'indépendance de tout intérêt particulier ou partisan que lui confère son statut académique. Il se présente comme un centre de réflexion, une force de proposition, un catalyseur d'actions.

Chaque année, nous choisissons un thème de développement qui fait l'objet d'un Forum. Il réunit tous les acteurs concernés par ce thème : scientifiques, technologues, sociologues, économistes, entrepreneurs, politiques... Il a pour objet d'identifier les besoins, puis d'émettre des recommandations pour y répondre.

Le GID, catalyseur d'actions, s'attache ensuite à la concrétisation de ces recommandations, le plus souvent avec des partenaires.

L'an dernier à Dakar, nous avons organisé le premier « **Forum africain des sciences et technologies pour le Développement** », le premier « **FastDev** ». Le thème en était : « l'emploi des jeunes : la nécessaire co-construction des enseignements-formations et d'un tissu entrepreneurial ».

Je n'insiste pas sur les raisons qui ont motivé ce choix. Six millions de jeunes arrivent chaque année sur le continent africain à l'âge où il faut travailler. Six millions qui souhaiteraient trouver des emplois dignes ou un environnement favorable pour les créer, sur lesquels bâtir un projet de vie, parvenir à des conditions et un niveau de vie convenables. La réalité ne répond pas à leur souhait et s'en écarte souvent d'une manière dramatique.

L'une des recommandations prioritaires du FastDev de Dakar touchait à l'emploi, aux métiers, à la création d'entreprises dans les productions et les transformations des produits agricoles.

Prioritaires pour deux raisons. L'importance du secteur : 60 à 70% des populations africaines se consacrent à l'agriculture et l'élevage. La désaffection des jeunes pour cette activité telle qu'elle est aujourd'hui, qui ne présente pas les attraits des conditions et du niveau de vie que j'évoquais à l'instant...

Nous risquons l'hypothèse que de nouvelles technologies, en particulier les TIC, de nouvelles méthodes de culture, de financement, de commercialisation... étaient sur le point de dynamiser le monde agricole africain.

Par conséquent il deviendrait possible de trouver des arguments solides pour donner aux jeunes africains l'envie de s'engager dans cette agriculture en voie de rénovation et de dynamisation.

Sur cette hypothèse est née l'idée du programme GID-Agri.

Entraîné par l'académicien Jacques Brulhet de l'Académie d'agriculture de France, un groupe de travail a réuni des représentants d'Académies africaines, des responsables d'ONG, des responsables politiques.

En une première étape il convenait de bien asseoir cette hypothèse, de vérifier par des faits que quelque chose était en train d'advenir. Ce Forum d'échanges, ces rencontres constituent une première étape.

Sur des critères de sélection portant sur l'emploi, l'employabilité, l'innovation, nous avons recueilli avec le support des Académies notamment, des dizaines d'exemples de réussites. A lui seul, ce nombre indique une dynamique émergente.

14 d'entre eux seront présentés ici par leurs responsables. Nous avons voulu varier les exemples selon leur position dans la chaîne alimentaire. Cependant, la qualité de ces exemples, qui n'est pas le fruit d'une sélection par le mérite, vient confirmer encore la dynamique qui conforte notre hypothèse.

Ce forum d'échanges devrait donc étayer celle-ci. Et nous permettre de préparer la seconde étape. Elle consistera à étendre la collecte « des expériences réussies » avec la participation de nos partenaires. Le caractère de réussite sera cautionné par les Académies. Nous établirons ensuite une plate-forme internet d'accès libre. Chacun pourra y trouver des données objectives se rapportant à telle culture, à tel élevage, à tel problème de financement, d'approvisionnement, de distribution... qui ressortiront d'exemples vécus.

Nous envisagerons des parrainages, ou certaines formes de « *coaching* » avec des partenaires.

Il est par ailleurs prévu, au fur et à mesure de l'enrichissement de notre plate-forme, et en accord avec certains d'entre eux, des échanges entre le GID et les responsables politiques sur les difficultés réelles rencontrées sur le terrain ; en particulier celles qui pourraient être surmontées par des actions dans lesquelles ils pourraient s'impliquer.

Nous reviendrons sur ces quelques orientations à la fin de ces rencontres, dont vous avez compris l'importance que nous leur attachons. Je vous remercie de votre active participation et je passe la parole à l'Académicien Jacques Brulhet, responsable de la direction de ce programme GID-Agri.



Jacques Brulhet

Membre de l'Académie d'agriculture de France

Je suis particulièrement heureux d'être parmi vous aujourd'hui dans le cadre de ce forum d'échanges pour l'amélioration de l'emploi des jeunes dans l'agriculture de l'Afrique subsaharienne. Je ne doute pas qu'avec la qualité des présentations proposées et de l'important auditoire présent aujourd'hui, nous allons vivre un moment d'échange très fort.

Le premier forum FastDev, qui s'est déroulé à Dakar en février 2016 autour du thème de l'emploi des jeunes en Afrique, a souligné le rôle central de l'agriculture. C'est dans cette perspective que le projet d'un forum d'échanges s'est progressivement construit avec cette dénomination de FastDev Agri.

C'est lors du Salon international de l'agriculture de Paris, le 2 mars 2017, en présence du ministre français chargé de l'Agriculture, Monsieur Stéphane Le Foll, que la tenue de ce forum a été décidée et annoncée officiellement. C'est sur la proposition du gouvernement de Côte d'Ivoire que le site d'Abidjan a été retenu, et qu'il a été suggéré de profiter du Salon de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan en novembre 2017 pour y tenir le premier FastDev Agri.

Depuis cette date, c'est toute l'équipe du GID, en association forte avec les Académies africaines, qui a mis au point l'organisation de ce forum; qu'ils en soient tous remerciés.

Même si ce SARA est une vraie réussite, l'agriculture et le monde rural ne jouissent pas d'une très bonne image dans les nouvelles générations, avec le constat d'un relatif désintérêt des jeunes pour les métiers liés à l'agriculture. Nombreux sont les jeunes qui voient ces métiers de l'agriculture comme des métiers par « défaut », n'ayant pas réussi à s'installer en ville, il faut retourner à la terre.

Comment le GID, réseau académique très actif, avec son programme GID-Agri, peut-il contribuer à renforcer l'attractivité de l'agriculture pour la jeunesse ? Comment donner envie aux jeunes de s'investir dans les métiers agricoles ?

C'est avec cet objectif que nous proposons la coordination de 3 actions :

- C'est d'abord et essentiellement d'utiliser la force de la pédagogie par l'exemple. C'est en prenant connaissance de réussites agricoles exemplaires que des jeunes seront attirés par les activités liées à l'agriculture. La tâche du GID sera ainsi de bien identifier, évaluer, valider, promouvoir et diffuser toutes les réussites agricoles dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Pour en témoigner, cette première journée de forum sera consacrée à la présentation de 14 réussites agricoles, dans 8 pays, du Sénégal à l'île Maurice, dans de nombreuses filières végétales et animales, et à tous les échelons de la chaîne de valeur, du champ à l'assiette du consommateur.
- La principale originalité de ce programme GID-Agri sera l'utilisation des nouvelles technologies de communication : le site internet qui sera construit pour diffuser ces réussites agricoles doit pouvoir être consulté très facilement avec les téléphones mobiles dont le développement a véritablement explosé en Afrique depuis quelques années, et le monde agricole n'y est pas étranger.
- Enfin cette action doit s'appuyer sur plusieurs réseaux complémentaires : les Académies africaines très actives et présentes aujourd'hui qui possèdent toutes une expertise en agriculture, et les nombreux centres de formation dans les domaines agricoles. Ces réseaux permettront d'autres développements tels que parrainage, coaching, organisation de formations à la carte, etc...

C'est pour illustrer ces actions que des tables rondes seront organisées demain.

Le succès de ce programme GID-Agri passera aussi nécessairement par une sensibilisation des pouvoirs politiques sur les difficultés que rencontrent les jeunes s'intéressant à l'agriculture.

Notre forum d'Abidjan doit nous aider à bien identifier ces nombreux problèmes : disponibilité de l'énergie, de l'eau, accès au financement, questions foncières, accompagnement technique et sanitaire, transformation, commercialisation, etc ...

Il est envisagé par le GID que toutes ces questions puissent être restituées lors d'une conférence ministérielle interafricaine qui pourrait être organisée au début de l'année 2018.

Ainsi ce forum d'échanges qui commence aujourd'hui ne doit pas être une finalité, mais le commencement d'une action à long terme, répondant à une attente véritable de la jeunesse africaine.

Je vous remercie de votre attention.



S.E. M. Papa Abdoulaye Seck

Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural du Sénégal

L'agriculture est pour l'ensemble du gouvernement d'Afrique une bombe qu'il faut désamorcer à la vitesse de la lumière pour maintenir l'équilibre sociétal. Mais il y a souvent des quiproquos entre décideurs politiques et les jeunes, entre les décideurs politiques et les autres compartiments de la société. En réalité, la question fondamentale est de savoir qui doit effectivement créer des emplois. Sous ce regard, je voudrais partager avec vous six convictions fortes que nous avons :

La première conviction : notre premier défi collectif est de **transformer les demandeurs d'emplois en porteurs de projet**. Pourquoi ?

Parce que les activités économiques actuelles ne sont pas en mesure de satisfaire les demandes d'emplois. La question devient simpliste lorsqu'on réfléchit uniquement sur l'adéquation emploi-formation. Nous ne sommes pas de cet avis. Je reçois chaque jour des jeunes très bien formés, qui ont leur place au ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural du Sénégal. Je ne peux pas les prendre malgré leurs qualifications et mon envie. Ici, on ne peut pas dire qu'il s'agisse d'une inadéquation emploi-formation, mais plutôt d'un support mal adapté pour accueillir

ces jeunes. Donc, il faut qu'on se dise : plus on transforme les demandeurs d'emplois en porteurs de projets, plus on crée de nouvelles activités qui vont permettre de satisfaire les jeunes pour qu'ils aient un emploi.

La deuxième conviction : on parle souvent de création d'emplois en agriculture, mais il faut élargir l'angle d'analyse car lorsqu'on crée des emplois, ou que l'on développe l'agriculture, on va la motoriser. Il va y avoir moins d'emplois dans les champs lorsqu'on modernise l'agriculture. Par conséquent, en lieu et place d'emplois agricoles, il faut qu'on parle d'emplois ruraux en se disant que c'est à partir d'une approche globalisante de nos chaînes de valeurs qu'on pourra obtenir et récupérer les emplois perdus et en créer d'autres. En réalité, les emplois ruraux sont l'agrégation des emplois créés à l'intérieur des champs et mais aussi en dehors des champs. Ce qui suppose qu'il faut absolument une transformation structurelle de l'agriculture africaine pour que sa modernisation ne conduise pas à des pertes d'emplois.

La troisième conviction : c'est que le secteur privé agricole en Afrique est encore timide. Nous devons peut-être nous poser la question de savoir pourquoi ? En discutant avec des investisseurs privés, généralement la question foncière est évoquée avec force et conviction. Est-ce qu'avec la gouvernance foncière que nous avons aujourd'hui il peut y avoir une sécurisation de l'investissement privé ? Dans beaucoup de pays nous sommes en phase de réflexion en ce qui concerne la gouvernance foncière. La gestion foncière reste un blocage important dans les pays.

La quatrième conviction : c'est que l'école doit cesser d'être considérée comme un instrument de création d'emplois salariés. L'école doit être plutôt considérée comme un instrument de préparation à la vie. Cela signifie que le goût du risque doit être partie intégrante en matière de formation. Un futur diplômé doit être préparé pour être un porteur de projet. La mission de l'école doit donc s'accorder à ses nouvelles attentes.

La cinquième conviction : dans tous les gouvernements, je sais que mon ami le ministre de l'Élevage ne va pas me démentir, on interpelle les États pour demander « depuis que vous êtes là vous avez créé combien d'emplois ? Durant la campagne électorale vous avez dit 500 000 emplois, vous en avez fait combien ? Faites le compte rapidement et on va vous dire si vous avez réussi ou pas ». Quelques collègues ont voulu répondre « dans tel secteur on a créé ceci... » Mais j'ai insisté qu'il ne fallait pas répondre comme cela à cette question. Le rôle d'un État ce n'est pas de créer des emplois massifs, le rôle de l'État c'est d'assainir l'environnement de la production et de la

commercialisation, pour qu'il y ait un développement des initiatives privées pour que ces initiatives privées puissent générer des emplois. Un État doit être apprécié à partir de sa capacité à se doter d'un crédit en phase avec la préoccupation de facilitation d'emploi des jeunes grâce à des infrastructures de base permettant le développement des activités. Donc, aucun État ne saurait être évalué en fonction du nombre d'emplois créés. On ne peut pas dans le cadre d'une administration, comme l'administration sénégalaise, créer 500 000 emplois. On sera en situation de chômage déguisé si on le fait et il n'y aura pas d'efficacité économique des investissements publics, donc il faut qu'on revienne au rôle de l'Etat qui n'est pas de créer mais bien favoriser la création d'emplois.

La sixième conviction : On ne peut pas faire face à l'emploi des jeunes sans des recherches agricoles fortes parce que c'est à partir des connaissances et des technologies qu'on pourra stimuler l'innovation et cela permettra la création de plus d'emplois. Les chercheurs sont donc au cœur du dispositif en matière d'emploi des jeunes.

Je suis en face d'académiciens, je leur rends grand hommage.

Je conclurai pour dire simplement que selon moi, l'emploi des jeunes ne se décrète pas. Aucun décret ne peut régler la question de l'emploi des jeunes. Il se construit. C'est ce qu'on est en train de faire dans le cadre de cette initiative FastDev Agri. Il faut aussi une parcellisation de cette responsabilité entre les différents acteurs, aussi bien les acteurs privés que les acteurs publics. C'est incontestablement l'agrégation de la contribution de tous ces acteurs qui nous permettra de dire « enfin ! » on a plus d'emplois et les jeunes sont contents. Ils ne sont plus contre les gouvernements car ils pensent que ceux-ci ont contribué efficacement à trouver un emploi décent en vue de sauvegarder leur dignité.

Je vous remercie de votre aimable attention.



S.E. M. Kobenan Kouassi Adjoumani,
Ministre des Ressources animales et halieutiques de Côte d'Ivoire

Excellence Monsieur le représentant de Monsieur le premier ministre,
Mesdames et Messieurs les représentants des ministères partenaires,
Monsieur le président du GID,
Excellences, Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,
Monsieur le représentant du maire de la commune de Port-Bouët,
Mesdames et Messieurs les partenaires techniques et financiers,
Mesdames et Messieurs les académiciens,
Mesdames et Messieurs les directeurs généraux,
Mesdames et Messieurs les directeurs et chefs de service,
Mesdames et Messieurs les opérateurs économiques des filières de l'élevage,
pêche et aquaculture,
Mesdames et Messieurs les représentants des organes de presse,
Honorables invités,

Je suis heureux de vous souhaiter, au nom de Son Excellence Alassane Ouattara, président de la république de Côte d'Ivoire, et au nom de tout le gouvernement ivoirien, la bienvenue à Abidjan au bord de la lagune Ebrié, à

l'occasion de cette rencontre internationale pour l'amélioration de l'emploi des jeunes africains dans l'agriculture.

Je salue les nombreux spécialistes et responsables de programmes qui sont venus prendre part à cette importante rencontre. Ce forum dont les assises s'ouvrent aujourd'hui s'inscrit dans la mise en œuvre du Programme GID pour l'Agriculture, qui a été initié à Dakar en février 2016, puis lancé officiellement en mars 2017 lors du Salon international de l'agriculture de Paris en présence des ministres français et sénégalais de l'agriculture. C'est d'ailleurs grâce à l'appui du gouvernement français que la Côte d'Ivoire avait proposé à Paris de tenir ce forum d'échanges à Abidjan à l'occasion du Salon de l'agriculture et des ressources animales (SARA).

Je voudrais saisir l'occasion qui m'est donnée pour adresser toutes mes félicitations aux Académies africaines, notamment l'ASCAD de Côte d'Ivoire, les Académies du Sénégal, du Bénin, du Togo, du Burkina Faso et du Cameroun, et les Académies françaises (Académie d'agriculture, Académie des sciences, Académie des technologies et Académie de sciences d'Outre-Mer), toutes représentées dans ce forum d'échanges.

Chers académiciens, votre action au travers de ce programme, et surtout votre présence contribuent au rayonnement international et scientifique du Salon de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan 2017.

Il convient de saluer aussi la présence distinguée des experts et scientifiques du secteur agricole pour apporter leurs expertises et expériences en vue de la promotion de l'emploi des jeunes dans les filières agricoles de nos pays.

La problématique de l'emploi des jeunes en Côte d'Ivoire constitue pour mon département ministériel un défi majeur à relever sur lequel nous travaillons et y consacrons l'essentiel de nos maigres ressources. Cela explique mon attachement et celui de mon ministère à la formation et à l'insertion professionnelle des jeunes dans les filières de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture, mais aussi de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles.

L'objectif général de ce forum d'échanges du GID-FastDev Agri va dans ce sens puisqu'il vise à améliorer l'attractivité des activités agricoles pour les jeunes des pays africains, grâce à un site internet dédié, cautionné par les Académies africaines et européennes membres et partenaires du GID. C'est pourquoi il est important que nous, autorités politiques, apportions en retour notre soutien à ce programme en vue de favoriser son développement et sa diffusion auprès des jeunes ruraux africains.

Cette politique basée sur l'accroissement des investissements dans les infrastructures de production, de recherche-développement, de transformation et d'accès au marché, permettra le développement soutenu et durable des secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture et contribuera à la création d'emplois, en particulier pour les jeunes.

Dans cette perspective, je sais pouvoir compter sur le programme GID-Agri pour contribuer à l'amélioration de l'attractivité des activités agricoles pour les jeunes africains.

Je voudrais ici saluer l'esprit d'initiative et d'entrepreneuriat des 14 porteurs et responsables des réussites de systèmes agricoles qui seront présentées et discutées aujourd'hui et qui permettront de mieux comprendre les conditions du succès de ces opérations. La jeunesse, l'enthousiasme et la ténacité de ces porteurs et responsables modèles, ainsi que la présence parmi eux de jeunes femmes dynamiques, devraient contribuer utilement à redonner l'esprit et l'envie à nos jeunes d'entreprendre dans l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'aquaculture.

Chers amis jeunes, cette tribune est la vôtre. Ce cadre d'échanges unique qui s'ouvre pour vous, est destiné au partage d'expériences en vue de l'amélioration de l'emploi dans le secteur agricole. Ces échanges permettront de comprendre les conditions du succès pour les jeunes intéressés par les métiers de la terre.

Pour ma part, la Côte d'Ivoire entend apporter son soutien au programme GID-Agri et favoriser son développement et sa diffusion auprès des jeunes ruraux africains. Aussi, la Côte d'Ivoire s'appropriera-t-elle les résultats de vos travaux pour soutenir sa politique de promotion de l'emploi des jeunes.

Le gouvernement de la Côte d'Ivoire, ainsi que mon ministère attachent une importance capitale aux conclusions des tables rondes de demain sur les obstacles rencontrés par les jeunes porteurs de projets ainsi qu'au suivi de la mise en œuvre des recommandations qui seront faites dans le cadre du programme GID-Agri.

Pour clore mes propos, je voudrais relever la fierté avec laquelle la Côte d'Ivoire accueille ce forum d'échanges GID-FastDev Agri pour l'amélioration de l'emploi des jeunes africains dans l'agriculture.

Tout en vous remerciant une fois de plus pour ce choix, nous espérons que les résultats de la présente conférence seront à la hauteur de nos espérances.

Aussi, je déclare ouvert le forum d'échanges GID-FastDev Agri.

Je vous remercie.



PRÉSENTATIONS DE RÉUSSITES AGRICOLES PAR LES OPÉRATEURS

(partie 1)

M. **Alexis Idoniyi**, responsable du programme
Promotion de jardins scolaires et de l'agriculture - Bénin

M. **Anicet Kouman**, vétérinaire, producteur
Aviculture moderne - Côte d'Ivoire

M. **El Hadj Malick Sarr**, directeur général de l'ANIDA
Les fermes Naatangué - Sénégal

M. **Clément N'tetchè Ouguile**, fondateur
Ferme zéro déchet - Togo

Mme **Sana dite Wony Tieminta**, présidente de la coopérative « femmes en action »
Maraîchage, pisciculture et culture de mil – Mali

Modérateur : M. **Y. Mawuena D. Gumedzoe**, secrétaire perpétuel de l'ANSALT



BÉNIN

PROMOTION DE JARDINS SCOLAIRES ET DE L'AGRICULTURE



Alexis Idoniyi

Responsable du programme

Le présent projet intitulé « *Promotion de jardins scolaires et d'agriculture* » est basé sur une logique socioéducative entrepreneuriale. Situé au Bénin, dans le département du plateau, plus précisément la commune de Pobè, ce projet bénéficie de nombreux atouts climatiques et édaphiques qu'offrent ces sites de production. La position géographique des zones de production donnant accès aux grands marchés du département du plateau, ses environs, et du Nigéria, constitue également un avantage majeur. Dans sa première phase, l'opération consiste à installer des jardins-écoles dans les 9 établissements d'enseignement général de la commune de Pobè. L'objectif général consiste à contribuer, d'une part, à résorber la pénurie de produits maraîchers de grande consommation observée périodiquement sur les marchés et, d'autre part, à permettre une formation professionnelle des jeunes au *leadership* et à l'insertion professionnelle.

Ledit projet est à la charge du Cadre de concertation des associations et organisations de développement de la commune de Pobè (CCAD). Créé en février 2015, le CCAD est un cadre de concertation et d'échanges au sein duquel se tiennent des débats entre les associations, organisations et structures impliquées dans le domaine de la jeunesse dans les différents arrondissements de la commune de Pobè. Il a pour but de permettre à ces entités de s'unir, de discuter et de prendre des décisions pouvant réhausser le développement économique, social, et environnemental de la commune de Pobè et du Bénin en général.

Ce projet a pour domaine d'intervention les cultures maraîchères et l'agriculture de façon globale. Ses publics cibles et bénéficiaires sont les apprenants, les enseignants, les producteurs, les commerçants, et les transformateurs des produits maraîchers et intrants. Les résultats attendus sont : l'équipement et le fonctionnement du jardin scolaire en faveur des bénéficiaires ; atteindre plus de 70% des besoins en fruits et légumes ; la création du jardin familial par les enfants qui deviennent de véritables jardiniers en herbe ; l'amélioration du niveau professionnel de plus 4500 jeunes béninois grâce à la formation en *leadership* et développement agricole ; l'amélioration durable de la sécurité alimentaire et du climat ; la réduction de la pauvreté en milieu rural ; atteindre les 50% des jeunes au sein des instances décisionnelles (nationales et internationales) et enfin le fonctionnement institutionnel amélioré au sein des établissements scolaires.

Ce projet a une durée de 5 ans, dont 2 ans pour sa phase de démarrage et 3 ans pour la phase de remise aux dirigeants d'établissements. Le coût du projet dans un établissement est 9 millions de FCFA. Ce montant sera investi à hauteur de 43,6% sur fonds propres, soit 4 millions de FCFA, et 56,4% sur contribution des partenaires, soit 5 millions de FCFA. Le montant global des 9 établissements scolaires s'élève à 80 millions de FCFA pour un apport personnel de 35 millions de FCFA et une contribution de 45 millions de FCFA. Pour atteindre ces objectifs, la gestion du projet sera assurée par 19 personnes avec 10 membres du conseil administratif du CCAD et 9 agents externes.

Dans la phase opérationnelle du projet, les difficultés qui ont pu être constatées sont les suivantes : la non disponibilité de ressources en eau et en énergie, un accès difficile au foncier dans certains collèges, les infrastructures et équipements en état de délabrement ou quasiment inexistantes par endroit et l'accès au financement limité. De plus, le marché d'écoulement du produit est disponible mais le marketing de distribution et le niveau professionnel de la main d'œuvre a besoin d'un renforcement de capacité.



CÔTE
D'IVOIRE

AVICULTURE MODERNE



Anicet Kouman

Vétérinaire, producteur

Située dans la région du Gontougo, dans la ville de Bondoukou, la Société Ivoirienne d'Élevage et de Construction (SIVÉC) est spécialisée dans la production et la distribution d'œufs de consommation. Elle réalise également des projets d'installation de fermes, notamment la construction de bâtiments avicoles modernes dans l'objectif de limiter l'usage abusif d'antibiotiques et d'avoir une gestion plus précise de son bâtiment.

Vétérinaire de formation, Anicet Kouman a fait une thèse de doctorat sur « l'amélioration de la production agricole en Côte d'Ivoire par une meilleure connaissance des pathologies respiratoires ». Il a mené cette étude sur 80 fermes avicoles de poules pondeuses. Fort de son expertise, et après avoir enseigné les sciences naturelles dans un lycée, il a fondé la SIVÉC en 1986 et est désormais également éleveur de poules pondeuses et produit des œufs certifiés Bio.

La SIVÉC est passée d'un effectif de 25 poules à 300 000 poules entre 1986 et 2015. Cet effectif impose la mise en place d'une unité de fabrication d'aliments afin de réduire le coût de production de l'œuf. Son fondateur a été décoré comme meilleur éleveur de Côte d'Ivoire par le président de la République. La SIVÉC avait permis l'installation d'une dizaine de nouveaux éleveurs en 2015.

La gestion d'un cheptel aussi grand requiert un bâtiment moderne. A titre d'exemple, Anicet Kouman explique que cela lui permet une distribution d'aliments plus précise et limitant ainsi ses pertes qui, accumulées, pourraient être considérables.



Aujourd'hui, l'élevage constitue le cœur de métier de la SIVEC qui emploie environ 200 personnes et produit près de 5 000 tonnes d'œufs de consommation par an. C'est une société qui demeure peu modernisée à l'instar de la majorité des exploitations d'élevage en Côte d'Ivoire. Néanmoins, la société continue à fournir des efforts exemplaires

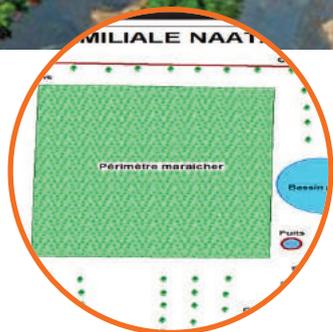
malgré le manque de financement extérieur.

Face à la demande grandissante d'œufs de consommation en Côte d'Ivoire, la SIVEC souhaite continuer d'investir dans la modernisation et la digitalisation de ses exploitations avicoles. Cela constitue un projet ambitieux d'environ 600 millions de FCFA. Toutefois, la réticence générale des institutions financières vis-à-vis du financement du secteur agricole constitue un frein à la mise en place du projet de développement de la SIVEC.



SÉNÉGAL

LES FERMES NAATANGUÉ



El Hadj Malick Sarr

Directeur général de l'ANIDA

L'Agence nationale d'insertion et de développement agricole (ANIDA) est une structure rattachée au ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural du Sénégal qui a pour mission d'assurer la création de fermes villageoises dites « Naatangué » (signifiant « prospérité », en Ouolof).

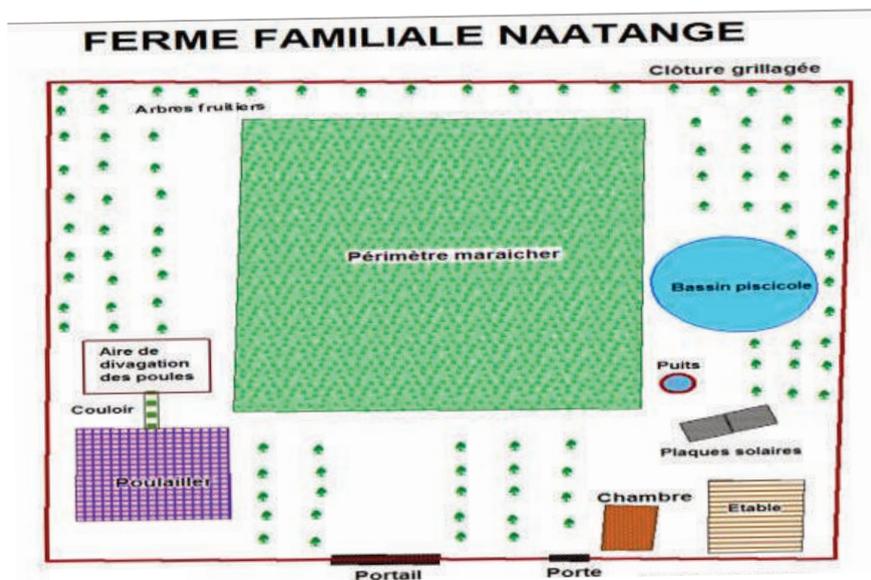
Ces fermes à dimension familiale sont financées par une contribution de l'État à hauteur de 50% avec un coût d'investissement qui avoisinerait les 12 millions de FCFA, mais également par le soutien de banques nationales et de la Banque africaine de développement (BAD).

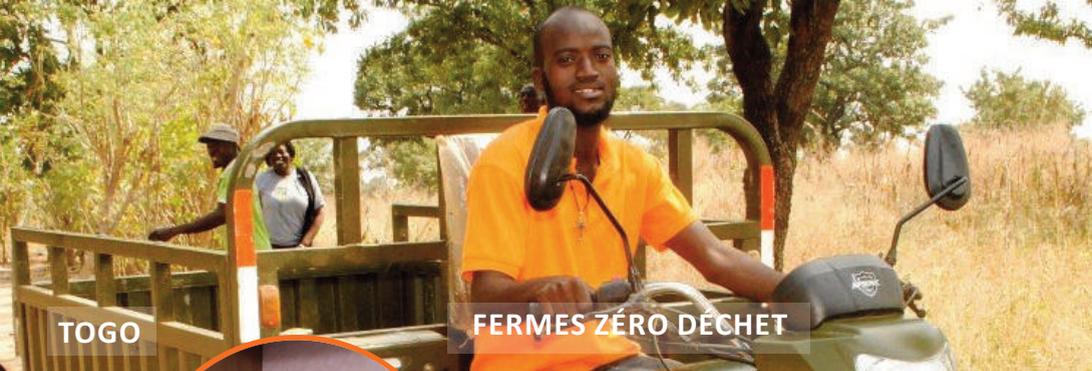
La ferme « Naatangué » représente une exploitation agricole de 1 à 2 ha avec des techniques rationalisées d'irrigation et de gestion de l'eau. Le maraîchage, l'arboriculture, l'aviculture, la pisciculture y sont pratiqués de manière interdépendante et dans un système mettant à profit les cultures pluviales et de contre-saison. Le modèle Naatangué prône une approche systémique.

L'ANIDA a pour ambition d'accompagner l'implantation de 500 fermes de ce type à l'horizon 2019, dans l'ensemble des 14 régions du Sénégal. Ce système d'exploitations "collectives" sur lesquelles des jeunes peuvent se former permettent de sécuriser le foncier.

L'objectif affiché est de promouvoir la modernisation des exploitations agricoles familiales par la diversification des productions et l'accroissement

des rendements. À terme, cela contribuera au renforcement des capacités techniques et la professionnalisation des agriculteurs (amélioration de leur niveau de vie et meilleure considération de leur statut). Par ailleurs, la création de nouveaux emplois (entre 2 à 3 emplois permanents par ferme) participera à réduire l'exode des jeunes ruraux vers la ville.





Clément N'tètchè Ouguile

Fondateur

La question des déchets ménagers commence à se poser avec acuité, non seulement en Afrique mais dans le monde, à la faveur de la prise de conscience des problèmes environnementaux. De ce constat est survenu le projet « ferme zéro déchet ».

Clément Ouguile est à l'initiative de la création d'une ferme agro-pastorale de référence, spécialisée dans la production de produits de label bio, dans la préfecture de Dankpen au Togo. Technicien agricole de formation et ayant été formé pendant plusieurs années au centre international de développement agropastoral de Baga, il a pu démarrer son projet avec l'appui du ministère du Développement, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes du Togo.

L'objectif principal de cette initiative est de faire des jeunes ruraux des acteurs et des moteurs dans la création et la promotion d'entreprises agricoles viables et durables.

La « ferme zéro déchet » est engagée dans les secteurs de l'élevage (poules pondeuses, pintades, porcs, « poulets bicyclette », coquelets), de la culture et de la transformation des produits agricoles.

Depuis 2013, il a renforcé son activité de culture maraîchère avec plusieurs crédits obtenus par le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes

(FAIEJ) *via* une institution de microfinance partenaire et dont le renouvellement était conditionné par une obligation de résultats. Ces crédits lui ont permis d'étendre les activités de sa ferme agropastorale jusqu'au transport des produits sur le marché. Le dernier crédit octroyé lui a servi à développer la filière avicole afin de disposer, en quantité suffisante, de fiente pour fertiliser le sol cultivable, supprimant ainsi l'utilisation de produits chimiques.

Les résultats parlent d'eux-mêmes avec, pour la production animale : 2 000 poules pondeuses/an, 1 000 coquelets/an, 500 poules locales/an, 150 pintades/an, 12 porcs/an et, pour la transformation et la production agricole : 1 000 pots de moutarde de néré/an, 1 500 kg de soja/campagne, 3 tonnes de maïs/campagne ; 5 tonnes de tomate/an, 1,2 tonnes de gombo/an, 2 tonnes de piment/an. Ceci revient à un chiffre d'affaires annuel de 17 millions de FCFA.

Clément Ouguile a reçu en 2016 le prix du meilleur jeune entrepreneur, et son initiative lui a valu celui de meilleur projet « Fonds pour les jeunes et par les jeunes / Bureau international du travail ». En 2017, Clément Ouguile reçoit par ailleurs la décoration de chevalier de l'ordre du mérite.

Au-delà des centaines de professionnels qui viennent visiter sa ferme pour s'inspirer ou même des visiteurs souhaitant en savoir plus, la ferme de Clément Ouguile, qualifiée de Ferme de Référence Agropastorale (FRAP), accueille des stagiaires et des jeunes pour les former. Ce sont 22 personnes qui sont employées à la "ferme zéro déchet" dont 8 permanents et 15 temporaires. En tout, la ferme compte 10 femmes employées.

Dans le développement de son activité, Clément Ouguile n'a pas toujours pu avoir un accès adapté aux financements, causant ainsi des retards dommageables dans la conduite de son projet agricole. En effet, le fondateur de la "ferme zéro déchet" déplore le manque de banques agricoles mais également le refus fréquent de financement pour le démarrage d'un projet dans ce secteur d'activité. Quand des crédits agricoles sont octroyés, ils sont bien souvent inadaptés en termes de durée, ne s'alignant pas avec une logique de cycles de production.

Quelques perspectives envisagées pour la ferme :

- Production de biogaz (à base de purin de porc) en vue d'alimenter la ferme pour tout besoin en énergie ;
- Utilisation de l'énergie solaire pour alimenter des incubateurs ;
- Irrigation rationalisée et optimisée des surfaces cultivables ;

- Installation d'une école de formation professionnelle et organisation d'ateliers de transfert de connaissances.

Les multiples activités et actions menées par la FRAP témoignent de la place importante qu'occupe l'entrepreneuriat en termes de croissance économique au Togo. Non seulement elles dynamisent le milieu rural par la création d'emplois, mais elles maintiennent l'offre de services variés et répondent à une demande locale. Elles ont également permis l'exploitation des ressources et des talents locaux. Ainsi, la FRAP joue le double rôle d'acteur économique et d'acteur de développement rural global.



MALI

MARAICHAGE ET PISCICULTURE HORS SOL



Sana dite Wony Tieminta

Présidente de la coopérative
« femmes en action »

La juriste malienne Sana dite Wony Tieminta est à la tête de la coopérative « Femmes en action » composée de 14 femmes, qui milite pour l'accès des femmes au foncier agricole, une problématique particulièrement importante compte tenu du contexte juridique au Mali et de l'urbanisation galopante.

Dans ce contexte, elle a privilégié deux techniques remarquables : celle de la pisciculture en bac hors sol et celle du maraîchage hors sol pour contourner les difficultés que rencontrent fréquemment les agricultrices dans sa région.

Le maraîchage hors sol est la culture de plantes réalisée sur substrat neutre et inerte. Elle constitue une alternative pour créer des sources de revenus sûres et lutter efficacement contre le chômage des jeunes et des femmes dans les villes et villages du Mali. Cette pratique ne nécessite pas une grande portion de terre, est très rentable, la récolte est saine et écologique.

Le maraîchage hors sol s'effectue sur un plateau sur pieds en bois, de 1m² rempli d'agrégat de petits cailloux ou de fumure organique. Les rendements sont assez élevés car un seul plateau est en mesure de produire environ 330 laitues, 18 kg de tomates ou 16 choux par an, en plusieurs récoltes et selon le cycle de production de chaque produit.

Les avantages de ce procédé expliquent peut-être son développement par rapport à la culture en sol : la croissance des plantes est plus rapide, les besoins en eau inférieurs, la détérioration des cultures par des nuisibles ou autres ravageurs est limitée.

La culture hors sol permet également de cultiver différentes plantes au même endroit sans préparation spéciale de la terre, le travail est ainsi simplifié, la culture hors saison est donc envisageable.

Du point de vue de la qualité du produit, l'aspect esthétique est amélioré, la conservation du produit est plus longue et l'utilisation de pesticides ou produits phytosanitaires est limitée voire nulle.

L'aquaculture est un secteur occupé principalement par les hommes, tandis que les femmes interviennent dans la commercialisation des produits aquacoles et halieutiques. **L'activité piscicole en bac** est une pratique innovante et concerne surtout les femmes dans les familles démunies. Elle se fait dans tous les points libres dans la maison et est pratiquée dans un bac en bois de 3m³ dans lequel on peut élever 200 à 250 poissons de l'espèce claria dite « Manongo » et tilapia dite « Ntebein ». La durée d'un cycle d'élevage est de six mois avec deux récoltes possibles dans le même bac selon les types de poissons.

Les rendements sont très élevés. La technique la pisciculture en Bac Hors Sol (BHS) assure des productions plus rentables, moins coûteuses et c'est une pratique très appréciable. Elle améliore le revenu et l'alimentation de la famille.

Cette méthode est dérivée des expériences rurales alternatives, solutionnant les problèmes d'accès à la terre.

Le maraîchage hors sol s'associe très bien dans un système intégré à la pisciculture en bac hors sol semblable à l'aquaponie. En effet, les plantes sont arrosées par l'eau de vidange de la pisciculture qui est un bon fertilisant. Ainsi les produits maraîchers sont cultivés sans pesticides et sont très sains.

Malgré quelques contraintes (entretien régulier des bacs pour la pisciculture et arrosage quotidien des plateaux avec une solution nutritive pour le maraîchage), la culture et la pisciculture hors sol ont l'avantage de pouvoir être installées dans les coursives familiales ou sur les toits des habitations, alors que les surfaces cultivables deviennent de plus en plus rares et difficiles d'accès.

Agée de 33 ans, cette jeune Malienne qui s'occupe à la fois de pisciculture, de culture de mil et de maraîchage au sein de cette coopérative qui travaille par ailleurs dans la transformation de la céréale locale, le fonio, vendu sous forme de gâteau pré-cuit, ou les graines de néré, un fruit présentant de nombreuses vertus thérapeutiques, en arôme d'assaisonnement dit « soumbara », ainsi que la farine de mil en « dégué », une crème à base de farine cette céréale. Avec cette initiative, Wony Tieminta, souhaite réconcilier la jeunesse malienne avec les métiers du monde rural, tout en essayant, au sein de sa coopérative, de réfléchir aux autres défis, comme l'accès aux crédits, que peuvent rencontrer les agriculteurs maliens.



PRÉSENTATIONS DE RÉUSSITES AGRICOLES PAR LES OPÉRATEURS

(partie 2)

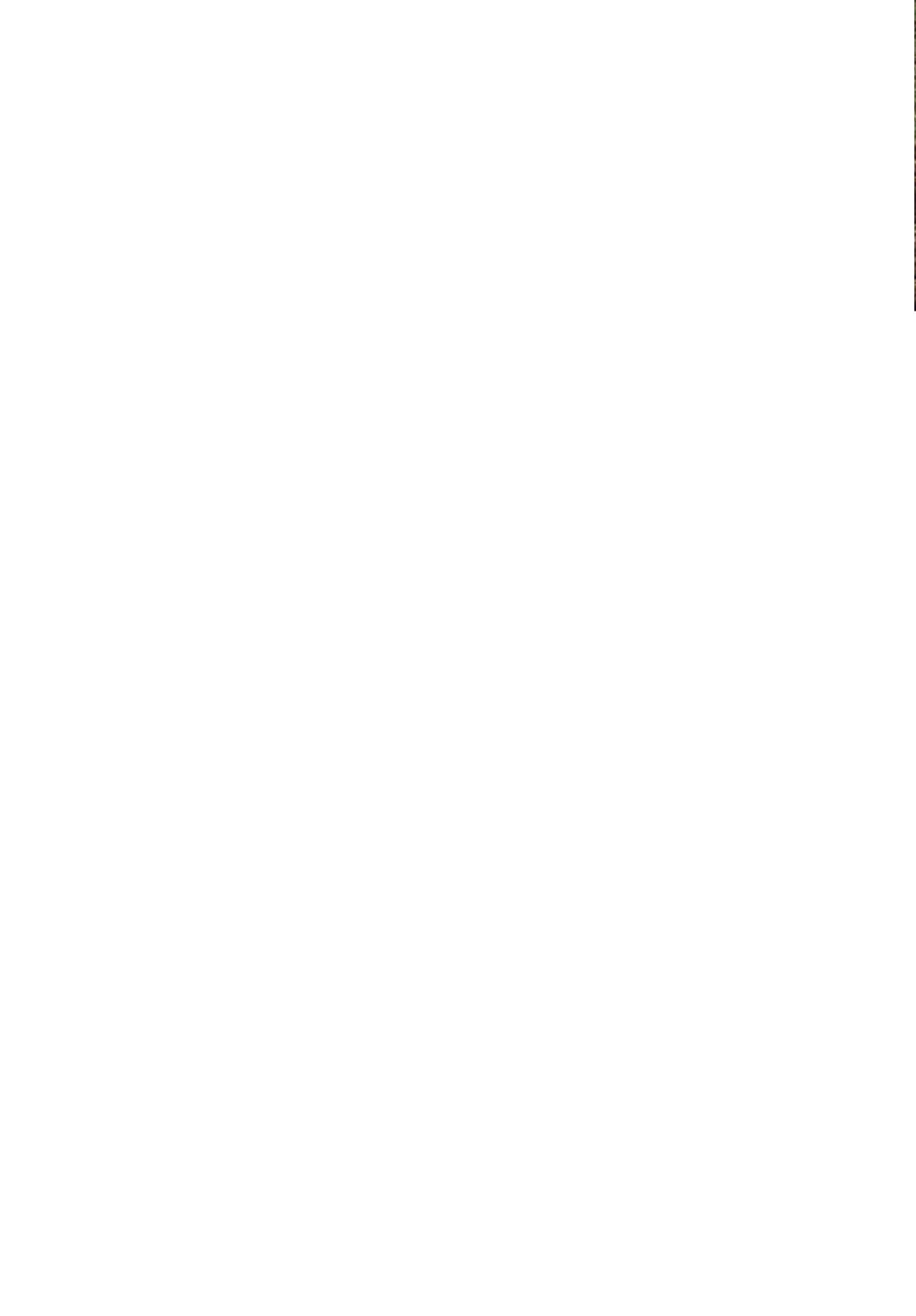
M. **Eloi Blaise Hounkponou**, responsable du programme
Viva Matekpo, production de riz bio - Bénin

Mme **Kokoè Anita Gamado**, productrice
Huile de coco - Togo

Mme **Aïssata Diakité**, président directeur général
Zabbaan, jus de fruits - Mali

M. **Patrice Dijoux**, co-directeur
Top Nature Limited, culture de fruits et légumes hors sol - Maurice

Modérateur : M. **Ababacar S. Ndoye**, membre de la section sciences agricoles
de l'Académie nationale des sciences et techniques du Sénégal





BÉNIN

PRODUCTION DE RIZ BIO



Eloi Blaise Hounkponou

Responsable du programme

Eloi Blaise Hounkponou a intégré l'établissement «Viva Matekpo» en 2012 en tant que responsable commerciale du riz Bio d'Abondance Matèkpo, qui se trouve dans le sud du Bénin à 90km de Cotonou.

Le projet de production de riz 100% naturel a commencé en 2011, dans un petit hangar, avec 1ha et s'est amplifié pour atteindre 29ha en 2017. Cette initiative a pour objectif d'apporter une alimentation sans produits chimiques, et ainsi éviter les maladies associées. Dans cet esprit, leur production est sans herbicides, pesticides et sans engrais chimiques. Le principe est basé sur : « **tout ce que tu déposes sur la terre se retrouvera dans ton corps.** »

Ils disposent actuellement de deux tracteurs, d'un disque, d'un rotovator, d'un semoir usagé, d'une moissonneuse d'occasion et d'une décortiqueuse. Progressivement, la structure a construit un magasin de 216 m² pour le riz paddy, un second de 48m² pour le riz blanc et un troisième de 24m² pour le produit fini, une salle à machine et des dortoirs pour le personnel.

Malgré le manque de formateurs, ils emploient 9 ouvriers permanents, et 62 saisonniers (en majorité des femmes) et des jeunes déscolarisés pour le désherbage, la chasse aviaire et la récolte.

Le coût de la production d'un hectare de riz 100% naturel est :

- en 2011, les recettes d'un hectare à raison de 400 FCFA le kg représentent 1 820 000F ;
- en 2016, les recettes d'un hectare à raison de 800 FCFA le kg représentent 3 840 000F.

En 2016, Eloi Blaise Hounkponou a enregistré une récolte de 180 tonnes de riz paddy, ce qui le situe légèrement en dessous de la moyenne nationale, mais cela n'a rien d'étonnant au vu des pratiques culturales exigeantes pour respecter le cahier des charges bio.

Le riz long grain Matèkpo a un parfum naturel, il est très agréable au goût et ne colle pas. Capable de résister 48 heures après cuisson sans être chauffé, il est très prisé des Béninois et se vend dans tous les supermarchés du Bénin.

Il existe une soixantaine d'unités de transformation plus ou moins modernes au Bénin, ce secteur est donc source d'emplois et de bénéfices, ce qui conforte l'initiative de Viva Matekpo. Tous les acteurs s'accordent à reconnaître que le Bénin peut s'auto-suffire et même exporter son excédent, si certaines conditions sont remplies. Eloi Blaise Hounkponou souhaite le développement de la culture du riz béninois à travers l'Afrique de l'Ouest.

Une des difficultés rencontrée est l'abondance d'eau de pluie, qui ralentit voir empêche d'effectuer la récolte dans les délais impartis. Dû à ce décalage dans le calendrier agricole, les tiges du riz deviennent trop longues et ne résistent plus au vent causant des pertes importantes en termes de rendement.

Pour être plus efficace, les moyens logistiques manquent comme notamment l'acquisition d'une moissonneuse, d'une calibreuse, d'une trieuse optique et d'une décortiqueuse performante.





HUILE DE COCO MADE IN TOGO



Kokoé Anita Gamado

Productrice

L'unité de production de l'eau de coco et dérivés de coco (UPEC-DC) est une entreprise individuelle créée en septembre 2013, basée à Lomé, la capitale du Togo. Elle est spécialisée dans le domaine de la transformation de la noix de coco en huile, eau de coco et bonbons coco.

L'idée de la production de l'huile de coco est née du fait que c'est une huile qui a beaucoup de vertus mais qui ne se trouve dans aucun rayon de supermarché. Dans un premier temps, des expériences ont été faites sur le produit afin de déterminer sa date limite d'utilisation optimale et de faire des analyses microbiologique et physiologique. Ainsi, la première année d'activités a permis à l'entreprise de lancer un produit d'innovation (l'huile de coco éné délices) qui fait ses preuves à Togo. Afin de faire connaître le produit au public, l'UPEC-DC a participé à différentes expositions et foires entre autres :

- Salon international de l'agriculture de Lomé en septembre 2014
- Foire de la francophonie de Dakar en novembre 2014
- Salon Biofach à Nuremberg en février 2016
- La foire *made in Togo* à Lomé en août 2016

La participation à ces différentes expositions et foires a permis de recevoir les distinctions suivantes :

- 1^{er} prix de l'Innovation en 2014
- Prix du meilleur projet lors des journées de l'entrepreneuriat et de développement 2^{ème} édition en septembre 2015 à Lomé
- Chevalier de l'ordre national du mérite en avril 2017.

Les résultats obtenus entre 2015 et 2016 parlent d'eux-mêmes, malgré un résultat initial négatif pour cause des investissements de lancement, la tendance est à la hausse et correspond à une montée progressive en échelle d'Anita Gamado.

- 2014 : - 490 413 FCFA
- 2015 : 293 810 FCFA
- 2016 : 554 634 FCFA

Anita Gamado a bénéficié d'une formation au Bénin au Centre Régional Songhaï, où elle a appris les bases d'une gestion circulaire d'une exploitation ainsi que les rudiments de la transformation.

Les besoins en fonds de roulement du projet s'élèvent à 19 millions de FCFA. Anita a pu lancer son projet avec l'appui du Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ) du Togo qui a financé 13 millions de FCFA, soit 70% de dépenses totales.

L'UPEC-DC emploie actuellement 9 personnes à temps plein dont 6 femmes.

Malgré la réussite qu'est cet exemple de transformation de produits agricoles, le projet a dû et doit encore faire face à certains facteurs limitants tels que :

- Les difficultés d'approvisionnement en quantité suffisante de matières premières ;
- Le manque de financements adaptés, le financement obtenu grâce à la FAIEJ est suffisant pour démarrer mais il faut un appui financier plus important pour industrialiser son process.

MALI



Aïssata Diakité

PDG Zabbaan Holding

Zabbaan Holding, située au Mali, est à la pointe de l'innovation dans l'agroalimentaire et l'agrobusiness. L'entreprise sélectionne les meilleurs produits en concertation avec les agriculteurs et dans toutes les régions agricoles productrices du pays.

Les agriculteurs partenaires de l'entreprise, ainsi que d'autres acteurs de sa chaîne de valeur, ont été regroupés en coopérative.

Ainsi la « Coop Zabbaan Equity & Development » (Coopérative Zabbaan pour l'équité et le développement) débute en 2017. Les acteurs qu'elle regroupe n'ont pas le statut de fournisseurs, mais de membres actifs et engagés de l'entreprise. Un dialogue permanent entre toutes les forces vives de l'entreprise permet ainsi d'appréhender son évolution et d'enrichir de nouvelles filières agricoles, performantes et innovantes, en apportant de la valeur ajoutée pour les pérenniser.

Zabbaan est la première marque alimentaire de la société agroalimentaire et agrobusiness équitable au Mali. C'est une gamme 100% naturelle, nutritionnelle, délicieuse et équitable conçue à base de fruits, fleurs, feuilles, racines et tiges d'Afrique de l'Ouest. Une particularité de Zabbaan est que 80% de ses ingrédients sont utilisés dans la médecine traditionnelle africaine depuis des siècles. Zabbaan doit son succès à l'originalité des recettes de la gamme ainsi qu'aux valeurs équitables et sociales que l'entreprise véhicule.

L'entreprise est en pleine croissance, la demande ne cessant d'augmenter à l'international, elle emploie donc 65 personnes ainsi que 25 femmes à temps partiel pour renforcer l'équipe lors de la saisonnalité et 14 apprentis en formation venant d'études locales du Mali. En tout, on compte plus de 150 emplois indirects et environ 5 000 agriculteurs partenaires.

Pour assurer un rendement régulier capable de répondre à une demande croissante, à la fois nationale et panafricaine, il a fallu mettre en place un réseau d'approvisionnement fiable. Afin de ne pas mettre l'entreprise en défaut de production, ce réseau avait été consolidé 5 ans avant la création de Zabbaan Holding.

Lors de sa mise en place et de son expansion, Zabbaan Holding a rencontré quelques problèmes liés au genre et au jeune âge de sa dirigeante, surtout dans le monde francophone.

Le financement de l'entreprise a aussi été un facteur limitant, du moins au début, car l'environnement des affaires est très complexe et demande des codes sociaux précis à respecter. Il a fallu s'adapter rapidement pour être éligible aux financements nécessaires. Le coût et financement de l'entreprise dépasse d'ailleurs les 450 millions de FCFA en raison des besoins en fonds de roulement important comme la plupart des entreprises agroalimentaires.

Cette initiative agroalimentaire a également rencontré quelques problèmes dans la chaîne de production, notamment sur la mise en place d'un réseau logistique de distribution. Il a également fallu investir lourdement dans l'équipement de transformation.

Zabbaan Holding s'est entourée d'acteurs et de spécialistes dans le domaine agroalimentaire pour avoir un soutien et un encadrement technique. L'entreprise a également collaboré avec des grandes écoles françaises d'ingénieurs et collabore actuellement avec des entreprises agroalimentaires en France.

En fonction de ses besoins, soit très pointus et ponctuels soit plus généraux et sur le long terme, l'entreprise fait appel à des organismes de formation externes. Les thématiques de formation sont décidées par Aïssata Diakité et son équipe.

Le bilan de l'entreprise est excellent comme en témoignent tous les prix et médailles qu'elle accumule et la demande croissante pour la gamme de produits Zabbaan.

TOP NATURE LIMITED, CULTURE DE FRUITS ET LÉGUMES HORS SOL



Patrice Dijoux

Co-directeur

Top Nature Limited (TNL) est une entreprise familiale spécialisée dans la culture maraîchère hors sol, sous serre. Elle se situe à Deux Bras New Grove, à Maurice.

A l'achat du foncier en 2003, la compagnie a débuté avec une surface sous serre de 1 000m² et, par phases successives d'investissement, a atteint aujourd'hui 20 000m². L'investissement total des serres s'élève à environ 1,2 millions d'euros. Cette surface permet de produire régulièrement des tomates, concombres, melons entre autres. TNL est actuellement le leader de la culture hors sol à Maurice.

La compagnie souhaite accroître ses parts du marché et exporter ses produits de qualité avec la certification GlobalGAP (Good Agricultural Practices : Bonnes pratiques agricoles) d'ici 5 ans. Donc, la compagnie veut étendre son marché local, maintenir le statut de leader des produits hors sol et acquérir la certification GlobalGAP qui facilitera l'exportation.

La production annuelle est d'environ 377 tonnes de tomates (rondes, allongées, cerises, grappes, variétés anciennes), 72 tonnes de concombres, 43 tonnes de melons, 27 tonnes de poivrons, 10 000 unités de potées d'aromates pour un chiffre d'affaires annuel d'environ 650 000 euros.

Les critères de réussite de TNL :

L'équipe de TNL, composé de Patrice Dijoux et son épouse Samla Dijoux, co-directeurs et fondateurs, constitue son atout majeur. Patrice Dijoux, diplômé en

France à St Ilan, est un spécialiste de la culture hors sol sous serre avec 20 ans d'expérience dans le domaine. Samla Dijoux, quant à elle, est une technicienne et ancienne formatrice en agronomie et maraîchage.

L'une des stratégies de TNL pour faire face à la concurrence grandissante est l'innovation continue. La compagnie innove dans la structure de ses serres, les équipements tels que la station de ferti-irrigation, station climatique, chariot électrique, des variétés et des techniques culturales afin de pouvoir faire des produits de bonne qualité physique et gustative.

TNL fidélise sa clientèle grandissante par son approvisionnement régulier et ponctuel, ses certifications MauriGAP et Made in Moris ainsi qu'avec une gamme de produits diversifiés et de qualité. La compagnie se concentre beaucoup sur des produits niches tels que la tomate grappe, et les variétés de tomates anciennes. Afin de promouvoir la confiance de ses fidèles consommateurs, depuis 2016, TNL a inséré un code de traçabilité sur ses barquettes permettant de retracer tous les intervenants et les interventions du semis à la livraison.

TNL devient de plus en plus connue car elle collabore avec des institutions telles que l'Université de Maurice, les services du gouvernement et l'association des entrepreneurs mauriciens, entre autres. Suite au programme FastDev, la compagnie accueillera deux étudiants ingénieurs de l'ESA de la Côte d'Ivoire pour leur stage en entreprise en février 2018.

Les problèmes rencontrés :

Beaucoup de problèmes ont été rencontrés lors de l'installation des serres en 2003. Lors de l'acquisition du foncier, il n'y avait pas d'approvisionnement en eau ni en électricité. De nombreuses démarches ont été entreprises afin d'obtenir l'électricité triphasée sur l'exploitation et la compagnie a investi dans un forage. Au lancement de TNL, il n'y avait pas de fournisseurs locaux. La compagnie devait importer ses matières premières et son matériel directement de l'île de la Réunion et de France et a dû faire face à des pertes importantes à cause de la dépréciation de la roupie (perte de 37 000 euros).

Un autre problème que rencontre la compagnie est la main d'œuvre car les mauriciens s'intéressent de moins en moins à l'agriculture. Actuellement, il y a 30 employés à temps plein y compris 6 expatriés. Ces employés à l'origine n'étaient pas du milieu agricole et sont venus à cause de la fermeture des usines textiles. Ils doivent donc être formés quand ils intègrent l'entreprise ce qui représente un accaparement de temps et ne valorise pas la main d'œuvre locale.

A Maurice, il n'y a ni subventions du gouvernement, ni assurances contre les intempéries. La compagnie ne peut compter que sur elle-même en cas de problèmes tels que les cyclones. C'est d'ailleurs pour cela que TNL a développé des serres anti-cyclones

Un futur projet d'agrandissement de 10 000m² de serres hors sol ainsi que l'installation d'une station de recyclage des eaux de drainage sont prévus pour 2018-2019. Ce nouveau projet permettra à la compagnie de répondre à la demande locale et de se tourner vers l'exportation. TNL compte embaucher 15 personnes supplémentaires et le chiffre d'affaires prévisionnel serait de 1,1 millions d'euros.



PRÉSENTATIONS DE RÉUSSITES AGRICOLES PAR LES OPÉRATEURS (partie 3)

M. **Kahitouo Hien**, directeur général
FasoPro, transformation de la chenille de karité - Burkina Faso

M. **Axel-Emmanuel Gbaou**, directeur
Instant Chocolat - Côte d'Ivoire

Mme **Christine Njole Ndoumbe**, conseillère du groupement
Poivre IGP de Penja - Cameroun

M. **Brice Valentin Gbaguidi**, président
Superfruit Baobab, coopérative agricole équitable - Bénin

M. **André Braud-Mensah**, fondateur d'Ivoryblue
Café arabusta 100% ivoirien en capsules - Côte d'Ivoire

Modérateur : M. **Mansourou Moudachirou**, secrétaire perpétuel de l'Académie nationale des sciences, arts et lettres du Bénin



BURKINA FASO

FASOPRO, TRANSFORMATION DE LA
CHENILLE DE KARITÉ



Kahitouo Hien

Directeur général

FasoPro, est une entreprise qui a pour cœur d'activité la production et la distribution de produits alimentaires à base d'insectes. Située à Ouagadougou au Burkina Faso, elle commercialise depuis 2014 des produits issus de la chenille de karité, un insecte comestible présent dans les habitudes alimentaires des populations locales.

Kahitouo Hien, un jeune ingénieur en environnement et passionné par l'entrepreneuriat social découvre le potentiel nutritionnel de la chenille pendant ses études et décide en 2012 de créer un agrobusiness autour de cet insecte considéré comme l'un des produits locaux les plus protéinés du Burkina Faso. C'est principalement avec des prix remportés lors de compétitions à l'international comme celui du « *Social Impact Award* » (Prix de l'impact social), qui lui rapporte \$10 000, qu'il crée officiellement son entreprise. C'est donc en 2014, après une période d'incubation à la Fondation 2iE, que naît FasoPro.

Depuis 2014, l'entreprise a développé 4 produits à base de la chenille de karité (chenilles à croquer, biscuits, poudre de chenilles, chenilles fraîches précuites) qu'elle commercialise dans 22 villes du pays à travers 350 points de vente. Pour y arriver, 400 femmes en zone rurale ont été formées dans la collecte et le traitement des chenilles de karité. Ces femmes récoltent en moyenne 15 tonnes de chenilles par saison (entre juillet et septembre) pour approvisionner FasoPro en matière première de qualité.

En plus des femmes impliquées dans la collecte, FasoPro compte 8 employés permanents dont 5 au niveau de la production et du conditionnement et 3 pour la distribution et la gestion de l'entreprise.

Aujourd'hui l'entreprise est en phase de croissance avec la diversification de sa gamme de produits et le développement de nouvelles fermes d'élevage d'insectes afin d'assurer la disponibilité de la matière première à tout moment. Pour cela, elle envisage de créer un groupe (d'un coût global d'un million d'euros sur cinq ans) avec une vision internationale visant à répliquer le modèle de FasoPro dans d'autres pays d'Afrique en exploitant les ressources disponibles localement.

A ce jour, les difficultés rencontrées sont surtout liées à la promotion des produits car la consommation des insectes reste limitée dans certaines sociétés. Les difficultés d'accès au financement restent également un problème majeur.





Axel-Emmanuel Gbaou

Directeur

Le cacao est une filière d'avenir en Côte d'Ivoire qui est le premier producteur mondial de cette matière première, représentant 40% du marché. Cependant, moins d'un tiers seulement est transformé localement. Les femmes qui travaillent dans les champs de cacao sont encore victimes d'importantes discriminations et des grandes inégalités. De plus, les producteurs de cacao sont de plus en plus pauvres.

Fort de ce constat, de jeunes cadres ivoiriens créent une entreprise nommée « Instant Chocolat Team SARL » avec à leur tête, l'artisan chocolatier Axel-Emmanuel Gbaou. S'appuyant sur leurs compétences variées, l'équipe se lance dans un vaste programme de formation des épouses des producteurs de cacao en Côte d'Ivoire à la transformation des fèves de cacao. Une fois transformées, ces fèves sont acheminées dans la chocolaterie du chef Axel-Emmanuel à Cocody dans Abidjan. De cet atelier sort le premier bloc de chocolat de couverture des femmes de la coopérative d'ECOYA (entreprise coopérative de Yamoussoukro). Très vite, la nouvelle de ce chocolat équitable issu de fèves de cacao certifiées a parcouru le monde entier.

Cette initiative permettra d'innover dans la transformation du cacao par la mise sur le marché international de fèves de cacao au conditionnement varié : entières, décortiquées, torréfiées, et mis dans des paquets sous vide. Ce produit pourra être conservé par les chocolatiers et autres utilisateurs pendant une durée de 2 ans.

Le projet a connu sa phase pilote en 2017, avec 3 sites de formation : le premier à Yamoussoukro avec 100 femmes de la coopératives ECOYA, le second à Abengourou avec 130 femmes de la coopérative CAMAYE et enfin à Tiassalé avec 100 femmes de la coopérative SOCOJEPCI. Cela représente un total de 330 femmes en activité dans la phase pilote. En phase de création en 2018, Instant Chocolat compte former 1 000 femmes.

Tout ce succès n'a pas été sans quelques obstacles. Il est difficile d'offrir des garanties en vue d'obtenir un financement car la majorité des planteurs ne possèdent pas de titre foncier pour leurs terres. Plusieurs zones de haute production sont dépourvues de système d'adduction d'eau et les voies d'accès à ces sites sont fortement dégradées. Le coût de production est donc largement impacté.

L'accès au marché revient encore une fois comme facteur limitant dans un projet. En effet, la fiscalité nationale est très contraignante pour les petites entreprises. Les taxes à l'export pour les sous-produits du cacao sont très élevées pour les petites entreprises et les cautions de garantie à l'export varient entre 50 et 200 millions de FCFA.

CAMEROUN

POIVRE INDICATION GÉOGRAPHIQUE PROTÉGÉE DE PENJA



Christine Njole Ndoumbe

Conseillère du groupement

Christine Njole Ndoumbe, médecin du travail de formation, s'est reconvertie en productrice de poivre au Cameroun. Elle s'est installée à moins de 100 km de Douala, sur une surface de 500 hectares pour cultiver ce poivre dont le goût est tant apprécié par les consommateurs locaux.

Ce poivre blanc est cultivé dans la zone de Njombé-Penja dans le département du Moungo, littoral camerounais. En 2014, à la suite de démarches entreprises portées par une dizaine de producteurs, cette épice a obtenu l'appellation géographique protégée (IGP). Cette démarche a été soutenue par l'AFD, l'organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI), et le ministère de l'Agriculture et du Développement rural du Cameroun.

L'appellation IGP a entraîné la professionnalisation de la chaîne de producteurs et ainsi l'augmentation du nombre d'opérateurs dans la filière. Cela a également permis de cibler un marché plus vaste, promptement accompagné d'une augmentation des surfaces cultivées pour satisfaire la demande.

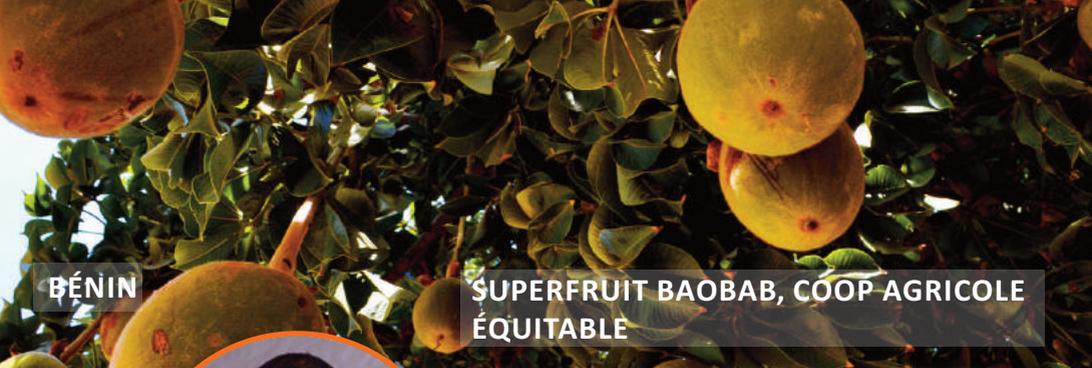
Toujours dans l'objectif d'offrir un poivre de qualité répondant aux attentes du marché et aux problématiques de la zone Njombé-Penja, des chercheurs effectuent des études afin d'augmenter les rendements du poivre. Ces recherches visent à améliorer les pratiques culturales des exploitants, mais aussi à mieux valoriser la terre qui est une ressource limitée. Tous ces efforts ont permis de valoriser le produit et d'impacter positivement son coût sur le marché.

Le chantier de l'amélioration ne s'arrête pas là bien entendu, Christine Njole Ndoumbe compte organiser la filière encore plus. En effet, pour permettre une meilleure organisation entre les acteurs, un recensement de ces derniers paraît essentiel ainsi qu'une transition vers des bases de données informatisées. En vue de l'attractivité que représente la filière poivre au Cameroun, grâce à son IGP, il semble important de pouvoir accéder aux divers documents rapidement et apporter des modifications lorsque cela est nécessaire.

En parallèle de prévoir l'identification et la délimitation des parcelles par GPS, le groupe prône la continuation des travaux de recherche. La démarche R&D doit être continue pour répondre aux enjeux en constante évolution. L'identification des parcelles par GPS avec les données pédologiques leur correspondant permettra de décliner les pratiques culturales et le cahier des charges en fonction de sous-zones à délimiter. *In fine* cela permettra une utilisation efficiente des ressources naturelles disponibles.

Des problèmes sont néanmoins posés pour la survie de la filière. Comme mentionné précédemment, la rareté des terres est un facteur limitant. L'accès à l'eau potable est difficile ainsi que l'accès aux infrastructures de transformation du poivre. Cela signifie qu'il y a encore une marge de progression en termes de valeur ajoutée sur le poivre au Cameroun. L'évacuation du produit des champs vers les centres de conditionnement est rendu tortueux à cause de l'état des routes et de l'isolement de certaines exploitations. Il faut également être vigilant face à la contrebande, la fraude et aussi au vol.

Au-delà de ces facteurs qui sont internes à la zone, voire au pays, on retrouve certains facteurs qui émanent du marché international, comme la concurrence évidente avec le poivre venant d'autres pays sans IGP.



BÉNIN

SUPERFRUIT BAOBAB, COOP AGRICOLE
ÉQUITABLE



Brice Valentin Gbaguidi

Président

Le projet Superfruit Baobab siège à Nattingou et sa zone de récolte et de transformation des fruits est située à Badjoudè, dans les régions de l'Atacora et de Donga au Nord du Bénin.

La coop Superfruit Baobab a vu le jour en 2010. Elle est l'initiative de Brice Valentin Gbaguidi qui recherchait pour sa région d'origine un projet socio-économique innovant et durable.

Son activité principale consiste à récolter, transformer et commercialiser des produits issus du fruit du baobab (pulpe déshydratée et huile) pour les industries agroalimentaires, pharmaceutiques et cosmétiques. Toute la production est certifiée biologique par Ecocert France et la coopérative travaille en commerce équitable avec les producteurs.

Au-delà du fruit de baobab qui est innovant pour l'alimentation du futur, la démarche est fondée sur un développement durable dans une optique de « zéro déchet ». Par ailleurs, des arbres de baobab sont plantés pour compenser l'impact carbone lié à l'activité et protéger l'écosystème. Cela permet aussi à la coopérative d'assurer une ligne d'approvisionnement régulière compte tenu du cycle de production du baobab.

Les activités de la coop apportent et sécurisent un revenu complémentaire aux foyers participant à la récolte et à la transformation de fruits du baobab. La production, avec sa certification biologique, est en partie exportée en Europe.

En 2015, Superfruit Baobab a présenté ses produits lors de l'exposition universelle de Milan, en tant qu'innovation alimentaire remarquable, sur le thème de « Nourrir la planète en 2050 ».

La coopérative compte actuellement 37 membres associés, 152 producteurs et 3 animateurs dans la production biologique. Pour l'activité saisonnière de la transformation des fruits de baobab en pulpe, Brice Valentin Gbaguidi emploie 22 femmes régulièrement. En continuant le long de la chaîne de transformation, 7 personnes sont impliquées dans la production de jus de fruits de baobab.

Hormis le prix 2016 du concours « la France s'engage au Sud » du président François Hollande, la structure Superfruit Baobab n'a jamais obtenu de financements de structures étatiques, d'accompagnement ou d'emprunts bancaires. Le financement est assuré depuis le début par le promoteur du projet qui y a assuré les besoins en fonds de roulement initiaux. Pour les évolutions futures, un autre mode de financement devra être envisagé.

Problèmes rencontrés :

- Accès au foncier: des problèmes de disponibilité de terres pour planter de nouveaux arbres ;
- Energie: la non stabilité de l'électricité (soucis de délestage qui bloque quelques fois la production) ;
- Accès au marché international : la création de partenariats est la solution envisagée pour le moment ;
- Difficulté à convaincre les producteurs d'accepter les contraintes et les règles de l'agriculture biologique ;
- Mise en commun des récoltes : pour pallier ce problème, un tricycle a été acquis pour ramasser les fruits de baobab dans les différents villages.

Pour subvenir aux besoins en machines pour la transformation, la coopérative rassemble des machines neuves ou d'occasions importées ainsi que des machines fabriquées localement répondants aux besoins spécifiques de la coop.





CÔTE
D'IVOIRE

CAFÉ ARABUSTA 100% IVOIRIEN EN
CAPSULES



André Braud-Mensah
Fondateur d'Ivoryblue

André Braud-Mensah, ingénieur en systèmes informatiques et réseaux de télécommunication, a un parcours professionnel très varié, allant du secteur privé au secteur public pour au final s'installer depuis 2014, dans l'agroalimentaire avec la production biologique et responsable de capsules de café.

En effet, ce passionné d'agriculture et amateur de café est convaincu du rôle du paysan dans le développement durable de la Côte d'Ivoire. C'est à partir de là qu'est née l'idée d'Ivoryblue qui vise à offrir le premier café *Made in Côte d'Ivoire*. Profitant ainsi de la fin du brevet de Nestlé sur les capsules, André Braud-Mensah se lance dans sa propre production de café en capsule 100% ivoirien.

La zone de production du café se trouve dans la Région des Dix-Huit Montagnes, à Man, avec une unité de production située à Azaguié. Les points de vente relais, quant à eux, sont à Abidjan et les autres grandes villes du pays. Ivoryblue est en train d'œuvrer à l'expansion de son réseau de distribution.

Il aura fallu 2 ans à André Braud-Mensah pour passer de l'étude de faisabilité du projet, au dépôt de la marque en octobre 2016. Le *showroom* a été ouvert en novembre 2017, à Abidjan.

Le café Ivoryblue est cultivé par les producteurs de la région. La Région des Dix-Huit Montagnes présente un environnement particulier, de par son altitude relativement élevée pour la Côte d'Ivoire (500m) et son climat tropical humide

avec une excellente exposition au soleil. C'est dans cette zone que se trouve l'un des meilleurs cafés au monde : l'arabusta.

Le site de production à Azaguié a une capacité de torréfaction de 150 kg/j suivi par une capacité de production de 12 000 capsules/j. En tout, Ivoryblue compte 25 salariés, mais vues les ambitions de développement, une croissance ne saurait tarder.

La difficulté majeure à laquelle Ivoryblue a dû faire face est l'accès au financement. La transformation de graines de café requiert des compétences précises, mais également du matériel onéreux, ainsi l'investissement initial pour Ivoryblue s'élevait à 350 millions de FCFA. Etant donné les problèmes d'éligibilité aux différentes sources de financement abordées, André s'est résolu à lancer son projet par fonds propres intégralement.

Cette mobilisation de fonds a été un point essentiel pour la réussite du projet. Il a ensuite fallu sécuriser son approvisionnement en matière première. De plus, une organisation des différents producteurs, ainsi qu'une formation sur les pratiques culturelles ont été mises en place pour assurer la qualité du produit et son acheminement jusqu'à l'unité de production. Afin d'écouler la production, il a été nécessaire de s'appuyer sur un réseau de distribution fiable et rapide. La bonne gestion de tous ces critères fait aujourd'hui le succès d'Ivoryblue.

A présent, Ivoryblue regarde vers de nouveaux horizons en cherchant à se diversifier, tant dans sa gamme de produits proposée que pour accéder à de nouveaux marchés.



Daouda Aïdara
Président de l'ASCAD

Mesdames et Messieurs,

Ma tâche n'est pas facile parce que vous êtes tous épuisés. Nous avons pu apprécier la qualité des échanges instigués par ces 14 porteurs de projets qui ont témoigné durant cette première journée du GID-FastDev Agri. Parmi ces témoignages on a pu constater une diversité assez parlante de par les filières représentées : 6 exemples d'agriculture, 6 en agroalimentaire et enfin 2 en pisciculture et aviculture. Malgré cette diversité d'activités, nous retrouvons un dénominateur commun à tous ces jeunes : la passion avec laquelle ils ont exposé qui reflète leur motivation et détermination à mener à bien leurs projets respectifs.

Ces jeunes ont choisi par eux-mêmes ce retour à la terre contrairement à certaines personnes pendant le temps d'Houphouët avec le « retour des jeunes à la terre » à qui on donnait plusieurs hectares à exploiter et qui, au bout d'un an, sont tous revenus.

L'agriculture n'est pas un métier facile contrairement à l'image qu'on peut s'en faire. En effet, il n'est pas donné à tout le monde de retourner à la terre si cette décision n'émane pas d'une conviction personnelle et, éventuellement, d'un projet.

On ne retourne donc pas à la terre pour des questions politiques mais on y retourne car c'est un choix, une conviction. Je félicite donc les exposants pour ce choix car ils y sont arrivés avec persévérance et passion.

Si on fait la comparaison entre la demande et ceux qui sont intéressés par l'agriculture au sens large, le taux est faible. C'est donc pour cette raison que je tiens à répéter mes sincères félicitations aux jeunes qui sont en notre présence aujourd'hui, porteurs de projets et public confondu. J'en profite pour féliciter également le GID pour son choix de thématique qui permettra de porter un regard multiple sur les emplois créés et explorer plusieurs pistes pour continuer leur développement et pérennisation.

La seule chose que j'aimerais déplorer aujourd'hui, est que les jeunes porteurs de projets devraient servir d'exemples à d'autres mais, malheureusement, la configuration de la salle n'a pas permis d'accueillir les jeunes étudiants qui m'ont accompagné ce matin. Mais cela ne doit en aucun cas retirer ce que le GID a réalisé. C'était eux qui devaient être les premiers bénéficiaires de ce forum. Mais cela ne diminue en rien ce que le GID a pu planter ici comme expériences pour aider l'Afrique.

En Côte d'Ivoire, comme dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest qui sont représentés aujourd'hui, la réussite repose sur l'agriculture notamment sur des problématiques comme l'emploi et la sécurité alimentaire. C'est pourquoi je suis très heureux que le forum d'échanges FastDev Agri se tienne ici à Abidjan.

L'agriculture est un secteur porteur pour la jeunesse. Le chômage des jeunes nous interpelle tous, c'est notre responsabilité à tous.

Enfin, et pour rebondir sur la terminologie employée par le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural du Sénégal, Monsieur Pape Seck, la jeunesse est une bombe à retardement. Je ne peux qu'être d'accord avec lui. On voit dans les pays développés, le baromètre qui permet de juger d'un courant politique : la courbe du chômage. Cela n'est pas le cas en Afrique car on ne connaît pas précisément le nombre de chômeurs, mais il augmente et c'est inquiétant.

Les politiques doivent redoubler d'efforts pour limiter cette hausse. On voit souvent que des milliards sont investis dans l'insertion des jeunes dans le monde du travail et pour la création de PME, mais les jeunes concernés disent n'avoir encore rien vu. Or, ce sont les entreprises qui créent la richesse et c'est seulement en soutenant les PME que nous allons enrichir nos pays.

Dans les recommandations que nous allons faire, nous devons inciter les personnalités politiques à encourager les jeunes à créer des entreprises, de la richesse. L'accompagnement est primordial pour la réussite de projets.

Quand j'entends des jeunes africains qui prennent le risque de traverser la mer au détriment de leur vie, j'ai honte. Il faut lutter contre cela, c'est une priorité de créer des emplois chez nous pour que les jeunes ne soient pas obligés de partir. Nous avons la potentialité pour les retenir, alors il faut capitaliser.

Je félicite encore tous les intervenants, qui ont tous communiqué avec passion et qui sont fiers de faire ce qu'ils font. Evitons qu'ils aillent se noyer dans la mer, évitons qu'ils démultiplient les problèmes ailleurs.

Je vous remercie.



9h00-10h00 : Accès au financement : micro et méso-crédits

Session modérée par M. Jean-Noël Poda, membre du collège sciences naturelles et agricoles de l'Académie nationale des sciences, des arts et des lettres du Burkina Faso

Mme **Marie-Cécile Thirion**, responsable de la division agriculture, développement rural et biodiversité, AFD - France

M. **Albert Sie Dah**, responsable exploitation agricole, Advans - Côte d'Ivoire

M. **Claude Arsène Savadogo**, directeur de BioprotectB - Burkina Faso

10h-11h10 : Table ronde : Structures de formation : Fermes-écoles, entreprises-écoles, incubateurs

Session modérée par M. Pierre Gény, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences d'Outre-mer

M. **Gora Ndiaye**, directeur de la ferme-école agroécologique de Kaydara, Sénégal

Père **Hyacinthe Ali Konan**, directeur de la ferme-pédagogique Tshanfeto d'Adiopodoumé, Côte d'Ivoire

M. **Patrick Sekongo**, directeur de l'IECD, Côte d'Ivoire

M. **Pascal Baridomo**, directeur des programmes de l'Inades-Formation, Côte d'Ivoire

M. **Koné Siaka**, directeur de l'ESA, INP-HB, Côte d'Ivoire

M. **Célestin Boua Atsé**, président de l'AISA, Côte d'Ivoire

11h10-11h30 : Pause

11h30-13h00 : Table ronde : e-agriculture et nouvelles technologies

Session modérée par M. Jacques Brulhet, membre de l'Académie d'Agriculture de France

M. **Mahamadi Ouédraogo**, rédacteur en chef de MediaProd Agribusiness TV, Burkina Faso

M. **Alexandre Alhassane Kabre**, directeur général d'Ecodata, plate-forme «Cocorico», Burkina Faso

M. **Thierry Chambolle**, membre de l'Académie des technologies, France

M. **Anicet Kouman**, vétérinaire producteur de volailles, Côte d'Ivoire

13h00-13h30 : Conclusions et recommandations

Mme **Catherine Bréchignac**, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, France

M. **François Guinot**, président GID

Clôture par S.E. M. **Gilles Huberson**, ambassadeur de France en Côte d'Ivoire et S.E. M. **Sangafowa Coulibaly**, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Côte d'Ivoire



(De gauche à droite) M. Crépin Pene Bi, membre de l'ASCAD, domaine des Sciences Naturelles; M. Daouda Aïdara, président de l'ASCAD ; M. Jacques Brulhet, membre de l'AAF ; M. Moussa Bakhayokho, directeur des recherches de l'ANSTS ; S.E. M. Pape Seck, ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural du Sénégal ; S.E. M. Kobenan Kouassi Adjoumani, ministre des Ressources animales et halieutiques de Côte d'Ivoire ; M. François Guinot, président du GID ; M. Jean-Noël Poda, membre de l'ANSAL-BF ; M. Ababacar Ndoye, membre de l'ANSTS.



ACCÈS AU FINANCEMENT MICRO ET MÉSO-CRÉDITS

Mme **Marie-Cécile Thirion**

Responsable de la division agriculture, développement rural et biodiversité,
AFD - France

M. **Albert Sie Dah**

Responsable exploitation agricole, Advans - Côte d'Ivoire

M. **Claude Arsène Savadogo**

Directeur de BioprotectB - Burkina Faso

Morédateur : M. **Jean-Noël Poda**, membre du collège Sciences naturelles et agricoles de l'Académie nationale des sciences, des arts et des lettres du Burkina Faso



Jean-Noël Poda : Durant cette première journée du forum d'échanges, nous avons vu le goût du risque et les opportunités qui s'offrent à chaque porteur de projet. Les réussites passent souvent par des échecs dont les causes sont multiples. Nous allons développer l'une de ces raisons à travers cette table ronde et grâce à nos panélistes : l'accès aux financements souvent inadaptés au milieu agricole.

Marie-Cécile Thirion : L'AFD est fortement impliquée dans les financements de l'agriculture, en tirant les leçons de nombreux échecs pour identifier et améliorer les mécanismes pertinents selon les différents contextes.

Il est important de faire la distinction entre ce qui relève du financement public et ce qui relève du financement privé. Certains aspects du financement doivent provenir du domaine public, notamment les infrastructures de production, les pistes, les grands aménagements de périmètres irrigués...



On peut différencier trois produits différents :

- Crédit de campagne, d'une durée d'un an avec des taux d'intérêts généralement très élevés ;
- Crédit d'équipement, d'une durée d'à peu près 3 ans ;
- Crédit d'investissement, d'une durée comprise entre 5 et 15 ans.

Les conditions d'accès à chaque produit sont très différentes.

Sur la base des trois produits cités précédemment, il faut adapter les services de ces institutions financières en développant des produits mixtes. Ces produits proposés devront allier garanties, prêts et subventions. C'est déjà ce que propose l'AFD dans certains pays.

L'approche de l'AFD est particulière dans le sens où elle est part d'un constat simple : les banques agricoles en Afrique ont fait faillite malgré des appuis financiers importants. L'agence s'est donc intéressée à savoir pourquoi ces structures n'avaient pas fonctionné et quels auraient été les mécanismes à mettre en place pour éviter cela ?

La demande en structures financières agricoles est de plus en plus importante. Cependant, les risques sont toujours aussi élevés : risques du prix, des aléas climatiques, financiers autour du non-respect de certaines réglementations et des risques institutionnels avec des politiques publiques changeantes.

Dans le milieu rural, il semble important de ne pas considérer le crédit agricole de façon isolée mais plutôt de le réinsérer dans la démarche financière des banques. En effet, un travail avec les différentes institutions financières en place est au centre des actions de l'AFD pour comprendre comment les rapprocher du monde agricole et de ses préoccupations.

Un accompagnement des institutions financières devra être assuré pour améliorer la capacité d'analyse des dossiers de demande de prêts. Cela permettra d'avoir une meilleure estimation du risque et d'analyser les outils en place comme le *warrantage*. Un volet sur le renforcement des capacités de ces structures est déjà mis en place par l'AFD.

Le taux de prêt exorbitant que proposent de nombreuses structures de financement peut constituer un frein au financement adapté pour les producteurs. Avec des outils de subvention adaptés, l'AFD contribue à la baisse du coût du crédit et participe ainsi à la suppression du taux de prêt.

L'AFD accompagne également les porteurs de projet pour les aider à monter un projet qui soit « banquable ». Des éléments rudimentaires pour un banquier, telle qu'une analyse financière, sont rédigés pour mieux répondre aux demandes et attentes des structures de financement. De plus, le producteur, ayant de nombreuses activités qui le préoccupent comme la gestion de son exploitation, se voit rassuré et soulagé dans sa charge de travail grâce à cet accompagnement. Un autre avantage au montage d'un dossier financier solide est que le producteur va mieux comprendre la dynamique

économique de son projet. En s'appuyant toujours sur le mélange des outils (subvention, prêts aux banques ou aux Etats et garantie), on limite ainsi les risques pour l'organisme financier.

Albert Sie Dah : Le cœur de métier d'Advans est de soutenir les micro-entrepreneurs par un financement agricole adapté. L'objectif est de satisfaire les besoins financiers de ces exploitants pour améliorer leur productivité. En Côte d'Ivoire, il a fallu définir les différents profils d'agriculteurs : le petit, moyen et le grand agriculteur. En fonction du profil, les niveaux de risques varient.

La question qui anime Advans est de savoir comment inciter les institutions financières à investir davantage dans le milieu agricole. Le lien semble évident entre la garantie et la maîtrise des risques d'autant plus que le niveau de développement qu'implique l'agriculture aujourd'hui nécessite des investissements plus importants.

Advan a mis en place un mécanisme de chaîne de valeur qui permet aux différentes parties prenantes de partager les risques. Ainsi, entre 2016 et 2017, plus de 30 000 producteurs ont été financés grâce à l'utilisation de ce mécanisme.

Le groupe a essayé de développer une alternative pour se rapprocher des agriculteurs, au contraire des banques classiques. Cette alternative a permis aux petits agriculteurs de bénéficier de services financiers. Le rôle de l'Etat est aussi important dans le sens où son investissement, à la fois financier, technique et institutionnel, permet d'organiser les filières et par conséquent les agriculteurs entre eux. Il doit encadrer et assister sur le plan technique pour la maîtrise de l'activité des agriculteurs. En voyant tous les acteurs qui rentrent en jeu à différents niveaux qui influent sur le coût du crédit, le rôle de l'Etat devient évident.

Lorsqu'on prend le point de vue de la banque, on comprend la difficulté à baisser le coût du crédit de financement agricole. En effet, il faut prendre en compte beaucoup de facteurs comme les charges d'exploitation. Il faut que les agriculteurs se mobilisent entre eux pour procéder à une mise en commun des biens et savoirs qui permettrait d'avoir accès à un taux plus intéressant.





Claude Arsène Savadogo : J'ai démarré sur fonds propres car aucune banque ne faisait confiance en mon projet : BioprotectB. Le projet était intéressant mais, malheureusement, le risque était trop grand. Non seulement il s'agit d'un projet dans le secteur agricole mais en plus il relève d'un domaine pointu, l'agriculture biologique, c'est donc sans grande surprise qu'aucune banque allait accepter ces risques. Il a donc fallu se tourner vers une source de financement alternative.

Grâce à un financement de subvention, j'ai pu lancer mon projet et pallier des taux de remboursement trop élevés. Cependant, malgré le chiffre d'affaire respectable de BioprotectB aujourd'hui, les banques sont toujours frileuses quand il s'agit de l'accompagner financièrement. On retrouve des taux d'intérêts trop élevés ou alors des conditionnalités qui ne nous sont pas accessibles.

Des solutions alternatives s'offrent comme le *crowdfunding* et la levée de fonds qui ont bien fonctionnés pour BioprotectB.

Marie-Cécile Thirion : Proparco finance le secteur privé et une partie des banques en Afrique et travaille donc étroitement avec les Etats. La première difficulté à laquelle il faut faire face est de savoir ce qui va relever de l'Etat dans ces projets et ce qui relève de l'exploitant en termes de financements. C'est une condition de durabilité pour ces investissements en sachant que les personnes avec lesquelles l'AFD travaille ont souvent peu de moyens et beaucoup d'objectifs.

L'AFD n'a pas d'organisme de méso-finance qui lui est affilié mais elle appui des structures de méso-finance. En tant qu'agence, elle peut proposer des prêts ou des subventions lui permettant de se tourner vers la petite agriculture, ce que Proparco ne fait pas. En effet, Proparco s'oriente plutôt vers les entreprises et propose des financements dont les conditions sont semblables à celles du marché international. L'AFD, quant à elle, mélange les outils pour toucher les acteurs de l'agriculture familiale.

Un problème central demeure : le manque de confiance entre les producteurs et le système financier. Les banques ont besoin d'épargne pour servir de garantie mais les producteurs sont réticents dû aux taux très élevés. Il ne s'agit pas d'un problème de mobilisation de l'épargne, mais plutôt de faire rentrer

cette épargne dans le circuit financier. On constate qu'au Kenya et en Tanzanie, les agences sont autonomes au bout de 15 mois parce que les agriculteurs et la population du milieu rural mettent leur épargne dans la banque. Ainsi, les banques ont de quoi financer des prêts à des taux intéressants. C'est dans ce sens que l'AFD insiste sur le rapprochement des institutions de financements vers le milieu agricole et rural.

Albert Sie Dah : Le groupe Advans aide au développement de l'activité des entrepreneurs agricoles en finançant le démarrage. Advans offrira son appui pour l'acquisition de machines ou de semences, par exemple. La particularité du financement agricole est que l'on ne peut pas définir un produit général car chaque culture a sa spécificité et ses risques. Un produit doit donc correspondre à une filière ou une culture car elles n'ont pas le même calendrier agricole ni le même itinéraire technique. Cette démarche permet de proposer de meilleures offres aux agriculteurs. Advans est donc en train de faire des études de marché sur les principales filières en Côte d'Ivoire dont : celle sur le cacao, riz, huile de palme et maïs.

La principale difficulté rencontrée dans cet exercice est la complexité de structuration du marché car toutes les filières n'ont pas des débouchés fixes. Si on prend l'exemple de la filière cacao, un producteur sait avec certitude qu'il va vendre et écouler toute sa production. On ne peut pas dire la même chose du producteur de maïs. Il y a donc un risque plus élevé de non remboursement avec un producteur de maïs par rapport à un producteur de cacao.

Il est donc important d'organiser des mécanismes pour impliquer des acteurs de la filière qui peuvent garantir l'achat d'un produit agricole. Afin d'organiser efficacement les filières, une intervention de l'Etat va être impérative afin que les agriculteurs ne soient pas livrés à eux-mêmes.

Advans est présent au Ghana, Cameroun, Congo, Cambodge, en Tunisie et dans d'autres pays. La particularité de ce groupe est d'avoir une équipe agricole dédiée au financement agricole. Cela permet une proximité avec les agriculteurs mais aussi une compréhension des problématiques auxquelles ils doivent faire face. Ainsi, on obtient des taux de remboursement très satisfaisants grâce à cette relation de confiance.

Claude Arsène Savadogo : La proximité avec les producteurs est très importante car si les banquiers restent dans leurs bureaux, la relation de confiance ne peut pas se construire. Il faut aller chez l'exploitant, visiter son exploitation et comprendre les enjeux et les problèmes.

Marie-Cécile Thirion : L'AFD propose des fonds de garantie aux institutions de finances. En cas de défaut de paiement par l'exploitant, c'est le rôle de la banque de rendre compte des mécanismes qui ont faillis. L'agence fait donc marcher la garantie et rembourse la structure.

Certaines banques agricoles ont fait faillite parce qu'elles n'étaient pas remboursées. La raison semble venir du fait que les agriculteurs considéraient qu'il s'agissait de subventions qui n'étaient donc pas sujettes à un remboursement. C'est donc pour cela qu'il est primordial de travailler avec les institutions de financement «classiques» (privées ou publiques) pour baisser les coûts et rendre le prêt à la portée du demandeur.

Les nouvelles technologies qui s'intègrent de plus en plus à la société vont dans ce sens. On peut s'attendre à une baisse des coûts grâce aux technologies



STRUCTURES DE FORMATION : FERME-ÉCOLES, ENTREPRISES-ÉCOLES, INCUBATEURS

M. **Gora Ndiaye**, directeur de la ferme-école agroécologique de Kaydara, Sénégal

Père **Hyacinthe Ali Konan**, directeur de la ferme-pédagogique Tshanfeto d'Adiopodoumé, Côte d'Ivoire

M. **Patrick Sekongo**, directeur de l'IECD (Institut européen de coopération et de développement), Côte d'Ivoire

M. **Pascal Baridomo**, directeur des programmes d'INADES-Formation, Côte d'Ivoire

M. **Koné Siaka**, directeur de l'ESA (Ecole supérieure d'agronomie), INP-HB, Côte d'Ivoire

Morédateur : M. **Pierre Gény**, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences d'Outre-mer



Pierre Gény : Quel est l'élément clef pour la préparation à l'emploi ? La formation. Les métiers de l'agriculture sont très diversifiés, il faut donc prendre en compte une multitude d'éléments et considérer les évolutions du secteur. Cela implique des formations adaptées qui favorisent la résilience. Il s'agit de mettre en place des formations qui ne s'arrêtent pas à la théorie mais qui soient appliquées.

Gora Ndiaye : L'idée de cette ferme-école agroécologique est venue par le constat du problème d'insertion des jeunes au Sénégal. Un ingénieur agronome français était alors venu pour une conférence en dressant un tableau catastrophique de l'état de l'agriculture en Afrique : « je ne fais que constater, c'est à vous de chercher les solutions pour régler ces problèmes ». Cette conférence m'a profondément marquée et m'a incitée à mettre en œuvre cette révolution intérieure.



Initialement, la ferme a rencontré beaucoup de difficultés, puis elle a commencé à évoluer dans les années 90 avec la transition vers les cultures associées (fraises et citrons). Cette pratique améliore la résilience de l'exploitation en diversifiant ses revenus et en garantissant une forme de valorisation de la production en cas d'imprévu. Par exemple, nous avons transformé un lot de fraises qui n'était pas commercialisable pour des raisons physiques en confiture.

En tant que fondateur de cette ferme-école, je n'avais pas la formation pertinente et j'ai dû graduellement acquérir des compétences en agriculture agroécologique. Il a fallu m'appuyer sur des modèles tels que ceux développés par Pierre Rabhi, agronome de renom, pour trouver l'inspiration et le socle « spirituel » nécessaire pour faire aboutir mon projet.

J'ai réussi à revaloriser un terrain dont personne ne voulait. C'était l'occasion de démontrer qu'il était possible de développer l'agriculture agroécologique sur un milieu pauvre et de faire de la ferme un modèle.

Le milieu était sujet à la désertification et à la salinisation, offrant par conséquent une biodiversité très pauvre. Afin de restaurer la fertilité du sol, il a fallu effectuer un reboisement qui a en plus permis de fixer le sol. En

étudiant avec attention la biodiversité et les conditions pédoclimatiques du milieu, le cocotier a été sélectionné pour son système racinaire.

La ferme de Kaydara procède à une sélection des futurs entrepreneurs de proximité. Un jeune est choisi par son chef de village pour accéder à la formation. Grâce aux relations fortes qui sont entretenues entre la ferme et les collectivités locales, le foncier est sécurisé dès le début. En effet, le jeune propose un emplacement pour sa future exploitation, et le maire valide ce choix.



Patrick Sékongo : L'IECD a 30 ans d'existence et propose deux programmes relatifs à la formation professionnelle :

Ecole familiale agricole

L'objectif est de compléter ou mettre à disposition une offre de formation professionnelle pour acquérir les capacités nécessaires pour trouver un emploi ou se lancer dans une initiative propre.

Le programme vise les jeunes âgés entre 13 et 20 ans et se divise en 2 cycles :

- 1^{er} cycle : d'une durée d'un an, centré autour des cultures vivrières et maraîchères

- 2^{ème} cycle : d'une durée de trois ans,

L'IECD favorise une formation en alternance (avec un mois de stage suivi d'un mois de classes) car cela permet aux jeunes d'être confrontés aux réalités du terrain et de s'appuyer sur leurs cours pour mieux les appréhender.

TRANSFORM

Ce programme est un incubateur de transformation agroalimentaire en zone rurale, pour accompagner les entrepreneurs qui souhaitent passer de leurs produits artisanaux à un produit industriel conditionné.

L'incubateur est aussi un centre de formation permettant de tester son processus « grandeur nature » et ainsi l'affiner.

Le projet IECD TRANSFORM propose en plus des formations aux petits producteurs (qui fournissent l'atelier en matières premières pour la transformation).

L'IECD a l'avantage d'avoir structuré un marché pour faciliter l'accès de ces produits transformés.

A ce jour, avec les deux dispositifs, plus de 120 producteurs vivriers et 40 entrepreneurs ont été accompagnés.

Cette ONG s'efforce d'assurer le lien entre les PME et les centres de formation de sorte à ne pas se déconnecter de la réalité et à répondre aux besoins réels des incubés.

Hyacinthe Ali Konan : Tshanfeto veut dire « lève-toi » en Côte d'Ivoire, c'est donner une seconde chance aux jeunes qui ont eu des difficultés dans leurs études ou dans d'autres domaines. L'idée de cette ferme-école est de s'appuyer sur l'aspect « humain » de la formation et faire de ces jeunes des véritables vecteurs du développement.

Je précise quand même que le centre n'est pas réservé aux catholiques mais est bien ouvert à tous. Le lien avec les anciens formés est d'ailleurs très important, ce sont eux qui, par leur réussite seule, font la publicité de la ferme Tshanfeto.

Le centre essaie de recréer des situations rencontrées sur le terrain afin que les jeunes ayant bénéficié de cette formation puissent s'adapter aux problèmes.



Célestin Boua Atsé : Président de l'AISA (Association Ivoirienne des Sciences Agronomiques), créée en 1981 par les premiers chercheurs ivoiriens travaillant dans différentes institutions de recherche françaises (IRHO-LAME, etc.) opérant en Côte d'Ivoire. Elle a marqué depuis sa création, les secteurs de la recherche agronomique et du développement agricole en Côte d'Ivoire. Sa mission est de promouvoir la recherche agronomique et de participer au développement de l'agriculture en Côte d'Ivoire, en :

- rapprochant les chercheurs engagés dans la recherche agronomique et en favorisant leur épanouissement ;
- apportant un appui technique et scientifique à tout organisme public, parapublic ou privé dans ses domaines de compétence ;
- permettant aux membres actifs d'être plus en contact avec les réalités agricoles du pays ;
- servant de cadre national informel pour la coopération internationale dans le domaine agronomique.

L'AISA est une association d'utilité publique qui compte 438 scientifiques, à travers ses 8 sections scientifiques spécialisées (agronomie-agroéconomie,

amélioration des plantes, environnement, protection des végétaux, pêche-aquaculture, pédologie, technologie et zootechnie). Cet important potentiel humain est constitué de chercheurs, d'enseignant-chercheurs, d'ingénieurs et de techniciens supérieurs engagés dans la recherche agronomique au niveau national et travaillant dans les centres de recherche, les universités et grandes écoles et les structures de développement.

Cette plus-value permet à l'AISA d'intervenir dans divers domaines que sont l'agronomie, la foresterie, l'environnement, la biotechnologie et la zootechnie. Ceux-ci concernent, notamment l'organisation d'assises régionales, d'ateliers scientifiques nationaux et de forums, des formations de masse, de l'encadrement de producteurs, de conduite de projets de recherche scientifiques et de développement, ainsi que l'édition de documents scientifiques notamment *Agronomie Africaine et AISA-Développement*.

L'accompagnement des producteurs se fait à travers des conventions signées avec l'AISA et se fait ensuite par ateliers ou formations (ITK, mise en place de culture, suivi de production, ...).

Pascal Baridomo : Créée en 1975, Inades-Formation est une association panafricaine actuellement représentée dans dix pays à savoir le Burkina Faso, Togo, Côte d'Ivoire, Tchad, Cameroun, RDC, Rwanda, Burundi, Kenya et Tanzanie, avec un siège à Abidjan. Inades-Formation fait la promotion de projets transnationaux. Sa mission est de travailler à la promotion sociale et économique des populations, en accordant une importance toute particulière à leur participation libre et responsable à la transformation de leur société. Son approche de travail consiste en la stimulation et l'accompagnement des alternatives de développement (SAADEV). Comme le nom l'indique, la mise en œuvre de la mission passe par les méthodes de formation, parmi lesquelles se trouve « l'organisation des cours par correspondance » en faveur des jeunes, principalement les paysans et les agents de développement rural. En effet, étant convaincus que les jeunes représentent le présent et le futur de toute société, ils sont appelés à devenir des architectes d'une vie digne pour eux-mêmes et leur communauté.



Tel que le modèle est conçu à Inades-Formation, le système de cours par correspondance, consiste à renforcer les capacités des apprenants (individus, groupes) en les appliquant dans leur milieu de vie. Il repose sur :

- La conception des supports contenant les savoir-faire sur les thèmes traités et l'inscription selon les thèmes de leur choix ;
- La transmission de livrets aux apprenants *via* La Poste et les circuits de services de relai ;
- La conception d'un questionnaire « fiche de devoirs » inséré dans chaque livret et auquel chaque apprenant doit répondre ;
- Les échanges interactifs liés au *feedback* des apprenants sur la base des réponses aux questionnaires qu'ils retransmettent à Inades-Formation pour évaluation ;
- Les échanges interactifs liés aux questionnements relatifs aux leçons tirées par l'apprenant sur le terrain et des visites de terrain pour apprentissage sur un acquis ;
- Le décernement d'un certificat aux apprenants qui ont fini le cycle de formation avec succès et qui mettent en pratique les contenus de la formation.

Selon le choix des apprenants, les trois cours par correspondance proposés sont les suivants :

- Cours d'apprentissage agricole (27 livrets répartis en trois séries) ;
- Cours de formation à l'autopromotion rurale (10 livrets répartis en trois séries) ;
- Cours de gestion des petits projets (20 livrets répartis en six séries).

Dans chacun des dix pays d'intervention, la formation a contribué aux effets suivants :

- Emergence d'agri-éleveurs fermiers, paysans ressources et entrepreneurs qui contribuent à la fixation des jeunes dans leurs milieux de vie habituels ;
- Emergence d'animateurs intra-communautaires et porteurs de dynamiques sociales de développement, y compris dans le mouvement associatif paysan.

La réflexion actuelle consiste à amplifier cette offre de formations à travers l'actualisation des contenus sur les innovations et séries, dont l'entrepreneuriat agricole ouvert aux différentes catégories de jeunes, l'exploitation de NTIC plus appropriées et l'autonomisation durable de la gestion des services de formation. Afin de dépasser le chiffre déjà satisfaisant de 500 personnes formées par an, il faut modéliser les contenus pour qu'ils tiennent compte de l'adaptation au changement climatique et inclure les centres de formation à proximité. Ces centres de proximité, dit « bibliothèques villageoises », servent d'intermédiaires entre le formé et le formateur, Inades-Formation.



Siaka Koné : La formation professionnelle agricole existe en Côte d'Ivoire depuis les années 90 et porte sur la production, la transformation et la commercialisation en s'adressant à plusieurs publics cibles. La formation agricole est au cœur de trois dimensions qui interagissent : (i) le monde socioprofessionnel, (ii) le cadre institutionnel et réglementaire et enfin (iii) le dispositif de formation .

Depuis 2000, sous la pression de la croissance démographique et du chômage galopant, le dispositif de formation agricole doit relever les défis de l'insertion des jeunes diplômés. Tout le monde s'accorde à reconnaître que les possibilités d'emploi des structures publiques et privées sont saturées alors que le marché de l'emploi offre d'autres possibilités en termes d'auto-emploi et de création d'entreprises. Par contre, force est de constater que le taux de mortalité des entreprises naissantes est encore élevé, le secteur agricole reste peu attractif pour les jeunes. Les jeunes intéressés aux métiers agricoles ne disposent pas de formation suffisante sur l'entreprenariat agricole. Le dispositif de formation professionnelle agricole doit adapter ses objectifs à la demande sociale de création d'entreprises innovantes et durables, génératrices d'emplois dans le secteur agricole.

L'École supérieure d'agronomie (ESA) de l'Institut national polytechnique Félix Houphouët Boigny (INPHB) de Côte d'Ivoire est reconnue depuis plus de cinquante ans dans la formation de cadres en sciences agronomiques. Elle a entrepris des réformes institutionnelles et pédagogiques en appui avec Montpellier SupAgro en France pour répondre aux défis du développement agricole. Pour ce faire, les deux écoles travaillent pour une meilleure adéquation entre l'offre et les besoins du marché de l'emploi pour garantir une plus grande insertion des jeunes. Ces réformes ont élargi le spectre de formation de l'ESA, qui délivre d'une part des formations diplômantes allant du Bac+3 au Bac+6 (techniciens supérieurs, ingénieurs des techniques agricoles, ingénieurs agronomes, masters, mastères spécialisés). D'autre part, l'ESA propose des formations qualifiantes pour des entrepreneurs à travers un incubateur d'entreprise agricole via un financement de la Banque africaine de développement (BAD) et du Fonds interprofessionnel pour la recherche et conseil agricole (FIRCA). Ce large spectre de formations a été identifié après des enquêtes métiers et permet de rester au contact et à l'écoute du monde socio-professionnel. Désormais, nos diplômés (formation diplômantes et qualifiantes) peuvent s'orienter indifféremment vers les emplois salariés (publics et privés) ou l'auto-emploi par la création d'entreprises innovantes génératrices d'autres emplois pour les jeunes.



E-AGRICULTURE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

M. **Mahamadi Ouedraogo**, rédacteur en chef d'Agribusiness TV, Burkina Faso

M. **Alexandre Alhassane Kabre**, directeur général d'Ecodata, plate-forme «Cocorico», Burkina Faso

M. **Thierry Chambolle**, membre de l'Académie des technologies, France

M. **Anicet Kouman**, vétérinaire producteur, Côte d'Ivoire

Morédateurs : M. **Jacques Brulhet**, membre de l'Académie d'agriculture de France



Thierry Chambolle : L'Académie des technologies est une jeune académie dont le président du GID, étant son président honoraire, a joué un rôle important dans le développement et la structuration.

Les NTIC offrent plusieurs applications directes aux exploitants agricoles. Elles permettent en un premier temps le partage et le stockage des informations, ce qui va créer une confiance entre les parties prenantes. En effet, une base de données se doit d'être ordonnée et de respecter un certain nombre de conventions pour permettre à un maximum d'acteurs de l'utiliser et de l'interpréter correctement. Ces acteurs vont de l'exploitant lui-même à l'Etat en n'oubliant aucun acteur de la chaîne de valeur depuis le fournisseur/producteur jusqu'au consommateur.

La banalisation et utilisation du téléphone mobile sont un atout majeur en Afrique. En Côte d'Ivoire, on compte un million de personnes ayant une connexion à internet en haut débit, et pas loin d'un milliard de cartes SIM dans toute l'Afrique. Cette base représente un public intéressant par l'utilisation des *smartphones* et toutes les applications et fonctionnalités qu'ils englobent : téléphonie, mail, messageries, connexion internet, applications diverses...

Dans un contexte agricole, l'utilisation des NTIC s'applique dans la prévention des risques climatiques, ou du moins leur gestion. Des applications météo servent à mieux planifier un calendrier cultural et à mieux gérer la ressource en eau, par exemple.

L'usage de l'E-commerce se répand rapidement grâce aux supports téléphoniques de plus en plus sophistiqués. Il semble incontestable que dans les métiers de l'agriculture, l'utilisation des NTIC représente un avantage non négligeable pour une gestion d'exploitation plus efficiente. Les applications sont en effet nombreuses, qu'elles soient pour le cadastre, le foncier, l'accès aux informations, la formation (initiale et continue), le *crowdfunding*, le choix des spéculations etc... L'intégration des NTIC dans la gestion d'une exploitation prend son sens quand on réfléchit à l'exploitation comme une entreprise nécessitant un outil de gestion plus ou moins sophistiqué.

En voyant les témoignages de créateurs d'initiatives et d'entreprises, je me demande systématiquement le rôle qu'ont joué les NTIC dans la mise en place et création de ces différents projets. Je me réjouis d'observer que, Madame Njole Ndoumbe, pour le poivre au Cameroun, veut se doter d'un outil

numérisé. Cette perspective vient d'un besoin exprimé par la communauté de producteurs rassemblée derrière cette IGP d'avoir une base de données numérisée. Monsieur Anicet Kouman, l'aviculteur ivoirien disposant d'un cheptel important, souhaite digitaliser son élevage car cela serait utile en termes de gestion de troupeau.

Dans la presse française, le sujet des technologies émergentes et leurs applications à l'agriculture, surtout africaine, est prépondérant. Il faut cependant être vigilant quand confronté à ce genre d'articles qui ont souvent tendance à dresser un tableau général à partir d'un seul exemple. Veillons donc à être critique quant à l'utilité d'une application, sa diffusion, son accessibilité, et si elle est utilisée.

Le journal « Jeune Afrique » a sorti un Top 10 des applications, dont deux étaient orientées vers l'exploitant. Il s'agit de l'application ECO, pour la gestion de troupeaux, et M-Farm. On constate cependant que de nombreuses applications qui ne sont pas orientées vers l'agriculture, trouvent des utilisations intéressantes dans ce secteur. Parmi celles-ci, on retient Jumia, qui est spécialisée dans les métiers des TIC.

Les champs d'applications sont d'une diversité extraordinaire, allant d'une application de simple information à une application plus sophistiquée avec une utilisation pointue.

Fatoumata Ba, du comité exécutif de Jumia, dresse un tableau des défis auxquels elle a dû faire face lors de l'installation du système d'E-commerce sur une période de 4 ans. Selon elle, il y a trois défis majeurs :

- Le défi de la confiance : étant donné que l'acte de l'E-commerce se termine par un paiement et une livraison d'un bien, ce processus ne peut que se faire dans un environnement de confiance. Au lancement du dispositif, les paiements se faisaient en espèces au moment de la livraison, avec une promesse de retour gratuit du produit en cas de non satisfaction. Une fois la confiance instaurée, d'autres moyens de paiement ont pu être mis en place, comme le paiement par mobile avec Jumia.
- Le défi de la logistique : il a fallu rapidement assurer l'acheminement du produit partant du producteur (à l'intérieur ou à l'extérieur du pays) jusqu'à son consommateur. Pour cela, Jumia s'est rapproché de La Poste en Côte d'Ivoire qui à l'époque ne bénéficiait pas d'un système d'information performant. Ainsi, les deux se sont associés, La Poste proposant ses infrastructures et ses capacités de livraisons, et Jumia apportant un SI

adapté pour être efficace lors des livraisons. Cette branche est désormais si importante que Jumia affecte 50% de ses employés à la logistique.

- Le défi de l'accès à internet : le taux d'illettrisme est relativement important chez les personnes de plus de 50 ans en Afrique. Il faut donc s'assurer de ne pas exclure cette catégorie de personnes de l'utilisation du service. Pour remédier à cela, Jumia propose un centre d'appel pour passer des commandes directement et désigne des ambassadeurs et ambassadrices qui servent d'intermédiaires dans la démarche. Aujourd'hui, Jumia compte plus de 70 000 ambassadeurs.

La création d'applications mobiles doit impérativement refléter la demande, et c'est d'ailleurs la démarche du GID. C'est-à-dire, connaître intimement les besoins de la population cible. L'entreprise qui lance l'application doit être imprégnée d'un sentiment d'utilité sociale.

Il est important de rappeler que les NTIC sont extrêmement inclusives d'acteurs et ne représentent pas de concurrence avec les technologies et systèmes déjà en place. Dans l'exemple du textile en Côte d'Ivoire, un grand nombre de petites entreprises de design ont été incluses dans le système d'E-commerce. En effet, l'intérêt d'une telle démarche est de former un réseau avec les fournisseurs potentiels pour offrir des perspectives de développement, et non pas se substituer à eux. Cette inclusion peut en effet déboucher sur un passage de l'économie informelle à l'économie formelle.

Il faut toujours rester vigilant à la création d'une application et à sa diffusion. Avant le passage à une échelle nationale voir internationale, il est important de tester son produit sur un échantillon pour s'assurer qu'il réponde bien à une demande et qu'il fonctionne correctement.

L'Afrique va être au cœur de la révolution des NTIC car la « génération Y » est prédominante et va continuer de l'être en allant de l'avant. Dans ce continent qui nous concerne, les applications ne remplacent pas des services existants, contrairement à la France où certaines applications sont très mal perçues (comme Uber par les taxis notamment). Comme l'a dit Lionel Zinsou, ancien premier ministre du Bénin, lors de son discours d'accueil des nouveaux membres de l'Académie des technologies, « en terre vierge il est plus facile et intéressant d'innover ».



Mahamadi Ouedraogo : Je suis journaliste reporter et rédacteur en chef d'Agribusiness TV qui est une webtélé lancée et fondée par Inoussa Maïga et sa femme, Nawsheen Hosenally. L'objectif de cette plateforme est de redorer l'image de l'agriculture grâce à des vidéos de 4 à 8 minutes relatant un projet agricole en français et en anglais. La crainte initiale était que le sujet et le support n'intéressent que très peu de monde étant

donné que les vidéos populaires en ligne sont souvent comiques ou ont un aspect décalé. Il s'avère que, 18 mois après son lancement, l'expérience soit un véritable succès !

Le 5 mai 2016 marque le lancement officiel d'Agribusiness TV, voulu comme un centre technique de coopération agricole et rurale.

La pédagogie par l'exemple, comme l'a dit le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural du Sénégal, Monsieur Pape Seck, est un outil efficace pour atteindre cet objectif. De plus, avec l'émergence de nouvelles technologies comme celle de la téléphonie mobile, il serait dommage de rester en marge de cette mouvance.

Agribusiness TV est donc la première webtélé en Afrique consacrée à l'agriculture et aux jeunes qui prospèrent dans le monde agricole. Le public visé étant les jeunes, l'équipe cherche à valoriser des porteurs de projets ayant moins de 40 ans. Ces jeunes représentent la diversité des maillons de la chaîne de valeur : de la production à la transformation. Chaque rencontre permet d'accroître le réseau fort d'Agribusiness TV au-delà de rencontrer des jeunes innovants qui réussissent dans des domaines qui les intéressent.

La plateforme bénéficie d'un site web dédié (www.agribusinessstv.info/fr/) qui est mis à jour quotidiennement. Il est disponible en français et en anglais et existe également en application mobile (compatible Android et iOS). De plus, un espace publicitaire dédié est disponible à toute personne souhaitant faire sa promotion sur le site d'Agribusiness TV.

Le bilan après 18 mois d'expérience est plutôt positif :

- Agribusiness TV couvre 12 pays d'Afrique ;
- Equipe constituée de : fondateurs, gestionnaires de contenus et de marketing, journalistes correspondants dans chaque pays, assistante administrative pour la coordination ;

- 80 reportages en tout ;
- 4 millions de vues en tout ;
- 150 000 fans sur Facebook ;
- Application mobile téléchargée 6 000 fois.

Les journalistes correspondants font parvenir leurs images au siège audiovisuel en indiquant quelles séquences utiliser pour procéder au montage de la vidéo finale. Une fois l'audio et le visuel réglés, la vidéo est publiée sur le site et immédiatement disponible sur l'application mobile.

Agribusiness TV a accumulé un beau palmarès depuis son année de création, notamment le premier prix du Sommet Mondial de l'Information et de la Télécommunication et lauréat de la Francophonie des jeunes de 35 ans, pour n'en citer que deux. La web-télé burkinabé espère rayonner à travers l'Afrique grâce à sa notoriété.

Au-delà de vouloir partager des réussites agricoles par biais de vidéos, Agribusiness TV appui aussi financièrement quelques initiatives lorsque les fonds sont suffisants. Le groupe n'est pas encore très performant à ce niveau, mais cela reste une perspective qui reste à améliorer.

Une autre perspective de diversification sur laquelle travaille l'équipe est la publication d'un magazine hebdomadaire d'une durée de 25 minutes qui serait diffusé sur les chaînes de télévision africaines. L'émission serait intitulée : Agribusiness Champion.

La dernière vidéo à paraître vient de Côte d'Ivoire, un projet agroalimentaire porté par une femme qui a trouvé la motivation d'entreprendre après avoir visionné une vidéo d'Agribusiness TV. La plateforme a créé un véritable écho qui rassemble les jeunes autour de l'agriculture. De nombreuses personnes appellent le centre pour dire qu'ils ont redoublé d'efforts en voyant d'autres personnes réussir dans le monde agricole. En effet, certaines personnes ont dit s'être retrouvées dans des projets qui étaient semblables aux leurs et qui avaient dû faire face aux mêmes problèmes. Ces vidéos leurs permettent donc de voir comment leurs projets auraient pu évoluer si certains obstacles avaient été surmontés.



Alexandre Alhassane Kabre : Je suis économiste de formation, né en Côte d'Ivoire. Dès mon jeune âge, j'étais sermonné par mon père qui me disait que si je ne travaillais pas assez bien à l'école, j'allais retourner aux champs. Après un parcours professionnel très varié, tant dans le domaine public que privé, je me suis retrouvé à travailler dans le domaine de l'agriculture, domaine qui un domaine que j'aime sincèrement.

L'idée de la plateforme Cocorico émane d'un échec initialement. Je me suis penché sur les raisons de cet échec à pouvoir m'installer à mon propre compte malgré ma formation à Bamako dans un centre agro-écologique. Avec un suivi régulier et de proximité, mon projet ne pouvait que fonctionner. Le problème d'asymétrie informationnel et de l'accès aux informations de qualité étaient désormais quelque chose que je souhaitais résoudre.

On constate qu'il n'y a pas suffisamment de ressources pour que l'encadrement de terrain couvre la totalité des personnes qui le demandent. En effet, lorsque les ministres se déplacent, ils visitent les fermes modernes qui ont généralement réussi alors qu'il y a des dizaines, voire des centaines d'autres exploitations avoisinantes qui manquent cruellement d'accompagnement mais qui ne bénéficient pas de la même notoriété.

C'est ainsi que s'est posée la question de l'information sur le marché pour laquelle nous avons répondu par la création de la plateforme. Cocorico se positionne du côté des agriculteurs, à comprendre et anticiper les réflexes que va avoir un agriculteur lorsqu'il rencontre un problème dans le champ. Les agriculteurs peuvent donc contacter le centre d'appel téléphonique qui est en mesure de proposer des débuts de solution. Les personnes animant la plateforme ont un minimum de deux ans d'expérience sur le terrain afin de répondre pertinemment aux demandes des usagers et les conseiller efficacement. Une particularité du centre d'appel Cocorico est que les opérateurs peuvent répondre en plusieurs langues locales du Burkina Faso, ce qui a facilité l'appropriation et la diffusion de cet outil.

La plateforme connaît un grand succès au Burkina Faso et va s'étendre prochainement au Niger puis au Togo, qui a sollicité nos services plus récemment.

L'importance d'avoir des informations en temps réels est capitale en agriculture, d'autant plus lorsqu'il s'agit d'une agriculture en climat sahélien. L'agriculture au sahel est cyclique sur une année : on effectue une coupe rase

et on recommence le cycle. C'est pour cette raison que la plateforme se doit d'être proche des agriculteurs qu'elle va conseiller. Ainsi, on rend l'agriculture « sexy » pour les jeunes en y intégrant l'utilisation du *smartphone* pour divers calculs (du rendement, de surfaces, pluvio, etc...).

Anicet Kouman : Avant toute chose, il est important de présenter le secteur avicole en Côte d'Ivoire : selon la FAO, il existe quatre classifications distinctes en aviculture :

- Elevage villageois (avec une centaine de têtes au maximum)
- Elevage de 200 à 100 000 têtes
- Semi intensif
- Intensif

En Côte d'Ivoire, il y a beaucoup d'entreprises d'éleveurs mais elles ne sont pas encore fonctionnelles au niveau de la fiscalisation, donc le passage à l'échelle est difficile. Pour cela, un système de gestion informatisé est préconisé. Il existe une pléthore d'applications pour surveiller et gérer son exploitation. Avec la simple utilisation de caméras de surveillance on peut noter les entrées et sorties de l'exploitation mais aussi reporter des vols éventuels. Au-delà des aspects pratiques évidents, cette digitalisation est un moyen d'œuvrer vers une forme de confiance entre les banques et les éleveurs. Une structure de financement sera plus à même de faire un prêt à une structure fiable et sécurisée.

Des technologies existent pour contrôler l'ambiance de l'habitat de l'animal, comme l'éclairage, la température, l'humidité et bien d'autres paramètres. L'alimentation, qui est un des éléments les plus difficiles à gérer, peut voir sa distribution simplifiée par l'utilisation de certains logiciels. Ainsi, on peut réduire les pertes par rapport à une distribution manuelle, qui est moins précise. Les pertes nutritionnelles et financières deviennent très vite considérables si l'on prend en compte une perte de 10g par jour par poule.

De nombreux problèmes qu'on remarque en élevage peuvent être facilement remédiés par l'usage de technologies (plus ou moins sophistiquées). Un impact semble être le besoin réduit en personnel, et il est vrai que cela se répercutera directement les emplois agricoles à long terme. Il faut cependant ne pas oublier que d'autres emplois liés à la gestion, au maintien, à la mise à jour et à l'innovation des logiciels et autres technologies pallieront largement ce déficit.

Cette digitalisation s'accompagne naturellement d'une réduction d'utilisation d'antibiotiques, surtout en élevage hors sol. Prenons le cas de la coccidiose : un



bâtiment fermé avec une gestion des fientes de sorte à ce que les poules ne soient pas en contact avec ces dernières limitera entièrement l'apparition de ce parasite. Cependant, un bâtiment ne bénéficiant pas d'une gestion digitalisée optimisée court le risque de voir apparaître la coccidiose. Elle peut entraîner à son tour, malgré une désinfection totale du bâtiment, d'autres maladies comme la salmonelle. Par crainte, de nombreux éleveurs utilisent de façon régulière des antibiotiques pour éviter tout risque. Si l'utilisation des antibiotiques est contrôlée, on pourra entrer dans une phase de production qualitative, et combiner quantité et qualité.



Catherine Bréchnignac

Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, France
Vice-président du GID

Monsieur le ministre,
Monsieur l'ambassadeur,
Chers amis avec qui nous avons passé deux jours extraordinaires,

Lors de l'ouverture du Forum d'échange pour l'amélioration de l'emploi des jeunes en agriculture en Afrique subsaharienne : témoignages de réussites, le ministre de l'Agriculture du Sénégal, Pape Seck, nous a fait part d'un changement de paradigme : « Nous ne sommes plus à l'époque des demandeurs d'emplois, nous sommes à l'époque des porteurs de projets ». Cette phrase est très forte et j'aimerais entendre dans mon pays, l'un de nos ministres parler ainsi.

Nous avons, pendant ces deux derniers jours, entendu quatorze porteurs de projets exprimer les difficultés qu'ils ont dû surmonter pour aboutir à la réussite de leur projet d'entreprise agricole. Faire le bilan de ces deux journées intenses et enrichissantes n'est pas chose facile, comme le montre ce résumé succinct.

La majorité des projets a porté sur l'agriculture, l'élevage, l'agroalimentaire ; l'ensemble constituant un écosystème lié au sol, à une région. Deux d'entre eux ont cependant mis en évidence des possibilités hors sol. L'un concerne la pisciculture, élevage de poissons dans des piscines qui peuvent être déplacées à volonté dans des lieux où l'eau n'est pas abondante. L'autre provient d'une expérience, venue de Bretagne et transférée à l'île Maurice, visant à cultiver des tomates hors sol.

Les difficultés rencontrées pour faire aboutir les projets agricoles sont de nature très diverse. L'exposé sur l'élevage de poules pondeuses qui démarre avec un cheptel de mille poules, puis qui réduit à trois suite à une maladie, pour croître à nouveau, après que l'agriculteur, ayant appris de ses erreurs, ait relancé son activité, est un bel exemple de ténacité et de volonté.

La stabilisation des entreprises est un sujet de préoccupation. Bon nombre d'entreprises sont familiales. Le retour à la terre pour les enfants qui s'en sont éloigné n'est pas toujours facile surtout s'il est imposé. Rester dans l'entreprise familiale pose aussi des questions quant à sa modernisation. Dans notre monde en mutation, les entreprises familiales sont fragiles.

Les entreprises agricoles doivent s'adapter au climat. Comment travailler toute l'année dans une grande variabilité climatique liée à une saison des pluies suivie d'une saison sèche ? Vous avez fait preuve d'imagination, en diversifiant non seulement les cultures, mais aussi en diversifiant les métiers permettant de passer de la culture au produit alimentaire. C'est le cas des fruits du baobab et de tous ses produits dérivés qui sont commercialisés avec une petite entreprise de Montpellier.

Les entreprises agricoles s'épanouissent aussi grâce aux niches. L'une est focalisée sur le concept « zéro-déchet », l'autre sur la qualité bio de la marchandise comme le riz du Bénin. Les produits eux-mêmes constituent des niches alimentaires, tel sont les cas de l'huile de coco, des chenilles de karité et du poivre du Cameroun dont la commercialisation est réalisée par E-commerce. Ces nouvelles technologies couplées aux métiers intégrés de l'agriculture sont possibles grâce à l'imagination et la persévérance des acteurs.

Le passage de l'artisanat à l'industrie est un point difficile. Il a été maîtrisé avec un business plan fort qui a permis de commercialiser des jus de fruits du Mali portant la marque « *made in*



Mali ». La recherche de marchés est aussi un point crucial pour développer l'entreprise comme l'illustrent celle du café couplée au chocolat. La bonne connaissance des marchés de la demande a rendu possible la progression de l'entreprise.

Parmi les difficultés qui restent à surmonter, celle du problème foncier est cruciale. Elle ne se résoudra qu'avec le secours des Etats. Une table ronde a débattu des questions financières et de la difficulté d'obtenir un crédit ou une assurance. Les banques sont frileuses vis-à-vis des crédits d'investissement que certains considèrent comme une subvention lorsque la banque est une banque d'Etat. La recherche de financements alternatifs comme le *crowdfunding* se met progressivement en place.

Enfin, rien n'est possible sans formation. Des jardins scolaires sont parfois mis en place pour éveiller les enfants aux questions agricoles. La formation dans des écoles de métiers débute. La formation en alternance, avec un enseignement théorique à l'école et un apprentissage dans le milieu de l'entreprise, pose problème dans les pays africains qui doivent créer simultanément leur tissu économique et leurs écoles de formation. C'est dans ce cadre que la co-construction des tissus industriel et de formation prend toute sa logique.

Pour conclure je voudrais vous remercier pour vos présentations vivantes et objectives. Je vous remercie aussi d'avoir souvent retracé le rôle important joué par les femmes dans l'agriculture africaine. Vous avez raison parce qu'il serait stupide de laisser de côté la moitié de l'intelligence de l'humanité.







François Guinot

Président du GID

Président honoraire de l'Académie des technologies

Nous voici au moment de conclure ce forum d'échanges que nous avons tous vécu intensément depuis hier matin.

Nous avons l'honneur de le faire en présence de S. E. M. Sangafowa Coulibaly, ministre de l'Agriculture et du Développement de la République de Côte d'Ivoire, et de S. E. M. Gilles Huberson, ambassadeur de la République française en Côte d'Ivoire. Soyez sincèrement remercié, Monsieur le ministre, pour votre participation qui est un signe fort de l'intérêt que vous portez à nos travaux. Nous y sommes sensibles. Merci, Monsieur l'ambassadeur, pour votre présence, pour votre soutien et celui que nous ont apporté vos services.

Oui, chers amis, nous venons de vivre deux journées intenses, des journées qui marqueront tous les participants.

Ces rencontres ont été exceptionnelles par l'intérêt des expériences qui nous ont été rapportées, la grande qualité avec laquelle elles ont été exposées, ainsi que par l'enrichissement de nos réflexions lors des trois tables rondes qui les ont très judicieusement complétées.

Madame Catherine Bréchnac, avec la précision toute spectrométrique que nous étions en droit d'attendre d'une grande physicienne, vient de nous retracer toute la richesse de ces échanges et de nous suggérer ce que nous pourrions en tirer.

Hier matin, je disais que l'idée du programme FastDev Agri reposait sur une hypothèse. Une hypothèse selon laquelle il existe des arguments objectifs pour donner aux jeunes africains l'envie de s'engager maintenant dans des entreprises et les métiers d'une agriculture africaine rénovée, potentiellement dynamisée par de nouvelles technologies, de nouvelles méthodes, un nouvel état d'esprit.

Nos échanges, bâtis sur la présentation d'exemples de réussite dans des activités relevant de différents maillons de la chaîne agroalimentaire, en provenance d'une dizaine de pays, ont été d'une grande richesse. Richesse humaine avant tout ! Ils ont permis d'aborder nombre de problèmes rencontrés sur le terrain lors de la création et du développement d'entreprises et d'emplois.

Hier soir, en repensant à vous, porteurs de ces expériences, à vous les pionniers d'une agriculture africaine rénovée, me revenait en mémoire une maxime de Chamfort : « *les raisonnables ont duré, les passionnés ont vécu* »

Vous avez duré. Malgré bien des tribulations, des obstacles, des instants de découragement, de doute. Vous avez duré en côtoyant parfois des précipices, en surmontant des failles dans le fonds de roulement, l'assèchement de la trésorerie, l'ignorance de certains banquiers, l'indifférence d'administrations portant ailleurs leur regard... Vous avez duré. Que vous êtes donc raisonnables !

Mais que vous êtes passionnés ! Vous vivez avec passion et votre passion transparaissait dans chacune de vos interventions. Quelle résilience malgré d'énormes déboires !

Créer un élevage de 25 poules pondeuses, le porter rapidement à un effectif de 1000 poules ; en perdre subitement 996 à cause de maladies et repartir de l'avant après avoir vendu les quatre survivantes, n'est pas une histoire anodine. La force de caractère, la ténacité qu'elle démontre ne sont pas à la portée de tous.

La créativité que vous avez manifestée pour surmonter des difficultés pharamineuses, la passion que vous avez mise à ouvrir de nouvelles voies, à créer de nouveaux produits et appliquer de nouvelles méthodes... Tout cela porte un nom : c'est l'esprit d'entreprise.

L'esprit d'entreprise ne s'enseigne pas. Vous nous avez montré qu'il peut se transmettre. Un grand père, une mère, un père sont parfois des modèles qui révèlent à un adolescent qu'il le possède. J'ai aimé la phrase d'Eloi Blaise Hounkponou : « *cette envie d'entreprendre, je l'avais en moi !* » Des modèles familiaux l'ont fait s'exprimer. Oui, la référence à un modèle est un puissant révélateur de talent, d'esprit d'entreprise. Encore faut-il avoir la chance de rencontrer de tels modèles et de pouvoir partager avec eux.

Vous nous avez montré que vous pouviez être des révélateurs de vocations d'entrepreneurs, des vecteurs d'une pédagogie par l'exemple. Vous étiez venus à ces rencontres comme exemples, vous en repartirez comme modèles! Et je souhaite que nous sachions ne pas laisser s'affadir les liens tissés entre le GID et vous, tant votre implication répond à l'ambition du GID de « mobiliser les savoirs au service d'un véritable co-développement euro- africain ».

Grâce à cette première étape réussie, nous sommes confortés dans la poursuite du programme FastDev Agri qui est précisément établi sur cette pédagogie par l'exemple.

J'ai aussi noté des expériences qui justifient notre concept de co-développement. Je n'en cite que deux. M. Brice Valentin Gbaguidi nous a décrit son expérience dans le « SuperFruit Baobab » et la collaboration avec la start-up MATAHI de Montpellier. Monsieur André Braud-Mensah nous a dit l'importance d'un contrat récent avec une filiale d'Air France, de nature à accélérer la croissance de son chiffre d'affaires et à l'amener bientôt peut-être à un niveau qui rendrait son entreprise éligible à un financement Proparco... Co-développement, co-entrepreneuriat, co-localisation, co-diplomation... Seules des actions innovantes menées en commun feront du co-développement un concept crédible, capable de s'incarner.

Dans la droite ligne du FastDev de Dakar qui avait dès son introduction insisté sur la bombe amorcée par six millions de jeunes que nous laisserions, faute d'emplois, sans espoir d'un projet de vie digne, notre programme FastDev Agri constitue une première tentative de réponse.

Permettre aux jeunes de connaître des modèles de réussite dans les divers domaines de l'agriculture africaine, susciter de nouvelles vocations, accompagner ceux qui s'y engagent : voilà les prochaines étapes de notre programme.

Nous allons étendre à d'autres pays africains, à d'autres domaines de la production ou de la transformation de produits agricoles, notre « collection » d'exemples de réussite qui la nourriront à leur tour après avoir été cautionnés

par les Académies liées au GID. Nous les ferons connaître en les présentant sur une plate-forme internet d'accès libre que nous constituerons en partenariat, vraisemblablement avec nos amis du Cirad. Et je suppose que la société africaine Agribusiness TV qui nous a accompagnés pendant ces deux jours, serait disposée à aider au développement de la notoriété des entreprises cautionnées.

Les académies du GID auront un rôle éminent dans la poursuite du programme. Nous pouvons imaginer la création de réseaux nationaux « *de jeunes entreprises agricoles innovantes* », leur animation, la multiplication de contacts entre ces entreprises et les jeunes, comme nous le suggérait hier le président Aïdara de l'Académie de Côte d'Ivoire. Elles pourraient inventorier les partenariats possibles dans les domaines des formations, des financements, des incubateurs... Nous allons réfléchir à des systèmes de parrainage et de « coaching » qui leur feront appel.

FastDev Agri est né sous le regard et avec les encouragements de hauts responsables politiques lors du Salon français de l'agriculture de février dernier. Étaient là notamment le ministre français de l'Agriculture, le ministre sénégalais de l'Agriculture et du Développement rural, et votre représentant, Monsieur le ministre, qui nous a invités en votre nom à organiser ces rencontres lors du Salon de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan, ce dont nous vous savons gré.

Il a été convenu que ce programme, riche de multiples expériences de terrain, ferait l'objet, au fur et à mesure de sa réalisation, d'entretiens avec les responsables politiques. Il n'est plus possible de demander aux gouvernements de créer des emplois, comme nous le rappelait hier votre homologue sénégalais, mais il leur revient d'organiser des conditions favorables pour transformer les demandeurs d'emploi en créateurs d'emploi. Nous souhaitons que nos échanges futurs conduisent à des analyses objectives sur ces conditions, au vu des multiples situations rencontrées sur le terrain.

Peut-être pouvons-nous, Monsieur le ministre, envisager de nous retrouver pour un premier point d'avancement à Paris lors du prochain Salon français de l'agriculture ?

Avant de vous écouter, Monsieur le ministre, Monsieur l'ambassadeur, je suis sûr que vous m'autoriserez à appeler les applaudissements des participants :

- d'abord pour Jacques Brulhet, de l'Académie d'agriculture de France. Il assume la responsabilité de ce programme FastDev Agri. Il a animé avec

toutes ses compétences et ses grandes qualités humaines un groupe formé de membres de cette Académie, de l'Académie des sciences d'Outre-Mer, de l'Académie des technologies, en lien étroit avec les académies africaines,

- ensuite pour l'équipe qui, autour du président du GID, s'est réunie chaque semaine depuis des mois pour préparer ces rencontres. Il s'agit des deux vice-présidentes de « choc » que sont Mesdames Catherine Bréchignac, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, et Michèle Gendreau-Massaloux, ancien recteur de l'Académie de Paris, puis de l'Agence universitaire de la francophonie. Il s'agit aussi de l'équipe qui a porté l'organisation avec Jean-Luc Maslin, Matthieu Heurtevent et Sophie Gillion.

A vos applaudissements, je joins mon amicale reconnaissance.

A vous, Monsieur l'ambassadeur, à vous Monsieur le ministre, je renouvelle les sincères remerciements du GID.



S. E. M. Gilles Huberson
Ambassadeur de France en Côte d'Ivoire

Excellence, Monsieur le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Madame l'ambassadeur pour la science, la technologie et l'innovation, et secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences,

Monsieur le président et Madame la vice-présidente du Groupe Interacadémique pour le Développement, *

Messieurs les secrétaires perpétuels de l'Académie des sciences d'Outre-Mer, de l'Académie des sciences, des arts, des cultures d'Afrique et des diasporas africaines de Côte d'Ivoire, des académies nationales des sciences, des arts et des lettres du Togo et du Bénin,

Mesdames et Messieurs les membres des académies,

Mesdames et Messieurs les directeurs et porteurs de projets,

Mesdames et Messieurs en vos titres, grades et qualités,

Je suis heureux de pouvoir être là avec vous, en marge du SARA, pour clôturer cette rencontre du forum d'échanges pour l'amélioration de l'emploi des

jeunes en agriculture en Afrique subsaharienne organisé par le programme FastDev Agri du Groupe Interacadémique pour le Développement lancé en mars dernier lors du dernier Salon international de l'agriculture de Paris.

Les sujets de l'installation des jeunes en agriculture, de leur emploi et de la place de l'entrepreneuriat des jeunes dans les filières agroalimentaires, sont suivis de près par notre ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, Monsieur Stéphane Travert.

La formation professionnelle est un des piliers d'une politique favorisant l'installation des jeunes en agriculture et un levier pour la modernisation de ce secteur. Le partage de la valeur ajoutée tout au long des chaînes de valeurs est aussi un facteur essentiel pour le revenu des agriculteurs et lutter contre la pauvreté en particulier rurale – c'est le débat que nous menons actuellement en France avec les Etats généraux de l'alimentation.

Le continent africain connaît une forte croissance démographique, avec une population appelée à doubler d'ici 2050 pour atteindre près de 2 milliards de personnes. L'affluence de nombreux jeunes sur le marché du travail représente certes une opportunité pour le développement économique du continent, mais également un défi de taille.

Nous savons ce que le secteur agricole et agroalimentaire représente comme source potentielle d'emplois et de revenus pour la jeunesse africaine ainsi que pour le renforcement de la sécurité alimentaire des pays.

Son rôle est majeur dans le développement économique des pays mais aussi dans l'aménagement du territoire participant au développement de leurs zones rurales. Dans ces zones particulièrement sensibles en termes de migrations et de sécurité, maintenir un bassin d'emploi et de développement dynamique pour la jeunesse, est un enjeu majeur.

La France est mobilisée sur ces sujets dans le cadre de ses actions de coopération en Afrique, et en Côte d'Ivoire. Plus de 200M€ sont consacrés au secteur agricole et rural ivoirien dans le C2D (Contrat de Désendettement et de Développement), avec des appuis à la relance des filières d'exportation et les cultures vivrières, au soutien de filières agricoles durables, à la gestion durable des ressources naturelles, au développement économique des territoires ruraux.

En outre, des financements importants (93M€ sur le 1^{er} C2D, 191M€ sur le 2^{ème} C2D) sont consacrés au secteur de l'éducation de la formation et de l'emploi. Les collaborations, notamment avec le Cirad et l'IRD en Côte d'Ivoire,

mais aussi entre nos grandes écoles et universités, dont celles d'ingénieurs agronomes, permettront d'enrichir aussi les travaux menés.

Montrer des exemples de réussite de systèmes agricoles et agroalimentaires innovants, de formation professionnelle agricole et d'entrepreneuriat, constitue une contribution majeure en valorisant ces jeunes porteurs de projets qui ont le courage de se lancer. Les partager, les capitaliser, c'est aussi les enrichir.

Je tiens aussi à saluer cette initiative, innovante, du GID de regrouper des Académies tant françaises qu'européennes et africaines pour porter ces sujets de société et de développement. Je sais que la clôture de ce forum n'est pas une fin mais le commencement de vos travaux, de vos actions concrètes sur le terrain. Alors je vous souhaite pleine réussite dans ce programme FastDev Agri, et plein épanouissement dans vos initiatives et entreprises.

Je vous remercie de votre attention.



S. E. M. Sangafowa Coulibaly

Ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Côte d'Ivoire

Monsieur l'ambassadeur de France en Côte d'Ivoire,

Monsieur le président du Groupe Interacadémique pour le Développement,
Monsieur François Guinot,

Madame le secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences,

Mesdames et Messieurs, chers participants, chers amis de la presse,

Je me sens honoré de participer à ce forum dont le thème est plutôt d'actualité. Avant tout propos, je voudrais en mon propre nom et au nom du gouvernement, remercier les organisateurs de ce forum, d'abord pour sa pertinence, mais surtout pour nous avoir associés et nous rappeler que cette rencontre fait partie des évènements qui se tiennent en marge du SARA.

Vous savez, prendre la parole en dernier lieu à un avantage mais aussi un inconvénient. L'avantage, c'est que vous pouvez ne pas être long. L'inconvénient, c'est que ceux qui vous ont précédés ont tout dit, donc vous n'avez rien à dire. En tout cas je salue les intervenants qui m'ont précédés,

qu'il s'agisse de Madame le secrétaire perpétuel ou Monsieur François Guinot, sans oublier S. E. Monsieur l'ambassadeur. Je pense qu'on peut se retrouver dans ces trois interventions.

Je voulais simplement clore sur l'emploi des jeunes, ou de l'attractivité des jeunes dans le domaine agricole. Quand j'ai regardé le thème de ce forum, il est marqué que c'est un forum d'échanges sur l'attractivité pour les jeunes africains des métiers d'une agriculture subsaharienne rénovée. Là se trouve tout le sujet. La question que je pose est donc : si notre agriculture est effectivement rénovée, aurions-nous encore besoin d'efforts pour attirer les jeunes vers cette agriculture ? La formulation du thème devait tenir compte du fait que les jeunes ne viennent pas dans l'agriculture, ce dont vous avez tenu compte parce qu'ils aspirent à pratiquer l'agriculture dans des meilleures conditions que leurs parents.

La deuxième chose que je voulais partager avec vous, c'est que de toutes les expériences sur le terrain, aujourd'hui, il ne suffit pas de moderniser les moyens de productions pour attirer les jeunes générations. Il faut travailler à la rentabilité du secteur agricole. Nous avons eu des expériences ici en Côte d'Ivoire où des jeunes bien éduqués avec de bons diplômes ont accepté d'abandonner tout le confort en ville et d'aller en sous-préfecture vivre dans des conditions beaucoup plus difficiles en termes d'accès à l'électricité, au téléphone, à des repas de qualité, parce que simplement ils avaient vu qu'ils avaient là une opportunité d'avoir des ressources conséquentes. Cela a été le cas de l'anacarde chez nous ici.

C'est pour cela qu'il faut que nous mettions l'accent sur la rentabilité du secteur agricole. C'est pour cela que j'apprécie la vision du président Macron s'adressant aux agriculteurs français qui, avec un exemple à l'appui, a bien montré que l'agriculture ne doit plus être vue comme une activité champêtre. Il faut que l'agriculteur puisse aller à un niveau de la chaîne, ne serait-ce qu'à un premier niveau car c'est là que se trouve la valeur ajoutée et c'est là que les questions de compétitivité et de rentabilité reviennent.

Chez nous, le producteur d'anacarde prend huit mois pour entretenir sa plantation et trois mois pour récolter. Le pisteur, c'est-à-dire l'intermédiaire entre le producteur et l'exportateur, travaille un mois et gagne dix fois plus que le producteur qui a travaillé huit mois. Chez nous, le transformateur de premier niveau, qui ne fait rien d'autre que décortiquer, un processus qui n'est pas ultra sophistiqué vous en conviendrez, travaille trois mois et gagne cent fois plus que l'agriculteur. Là se trouve une problématique.

Durant mon enfance, ma mère produisait de l'arachide. On allait semer et les récoltes étaient bonnes. Il y a une partie de la récolte qu'on gardait et une autre partie était conservée une fois séchée. Toutes mes sœurs et moi-même on se mettait autour d'une table et on décortiquait à la main. On multipliait ainsi par dix le revenu qu'on pouvait tirer si on vendait sans avoir décortiqué.

Je pense que, la jeunesse d'aujourd'hui est disposée à risquer sa vie pour traverser le désert et aller échouer sur les côtes européennes. Je vous assure que si elle pouvait gagner sa vie même dans les coins les plus reculés dans notre continent, elle s'y fixerait.

Cela m'emmène à parler de problèmes globaux. La Côte d'Ivoire est le premier producteur de cacao mais les producteurs de fèves de cacao ne retirent qu'à peine 4% de ce que le consommateur final paie.

Si nous voulons une agriculture qui attire les jeunes et qui soit durable à un moment donné il va falloir que nous fassions face à la question de la répartition équitable des richesses qui sont tirées à partir du secteur agricole.

Alors, des gens sont dans les bureaux qui n'ont jamais vu une plantation de cacao, ils ne savent pas à quoi ressemble une fève de cacao mais ce sont eux qui achètent et revendent sur des papiers et qui font des milliards de bénéfiques. Et quand il y aura des chutes de prix, ils seront suffisamment malins pour anticiper et céder leurs positions et c'est l'agriculteur qui en pâtit.

On ne peut pas faire face à un besoin alimentaire de 9 milliards de personnes d'ici 2050 avec un cocktail de ressources naturelles qui s'appauvrissent de jour en jour sans oublier l'effet du changement climatique. Seulement, au moment où nous parlons d'agriculture il faut qu'on y ajoute la question de la rentabilité du secteur agricole.

Il n'est pas normal qu'en Afrique, où en moyenne 27-30% des richesses nationales sont créées par des agriculteurs, que ce soit au niveau des agriculteurs qu'on recense le maximum de pauvres. Il y a là un paradoxe.

Nous avons un programme national d'investissement agricole qui a commencé sa mise en œuvre en 2012 avec le concours des partenaires d'appui financier, et je voudrais saluer l'effort de l'AFD dans le cadre du C2D. Pour la première fois, la courbe de la pauvreté s'est inversée dans le milieu rural selon l'enquête du niveau de vie des ménages en 2015, nous sommes passés à plus de 60% de pauvres en milieu rural à près de 50%. Disons que la baisse globale enregistrée en 2015 est le fait du secteur agricole et de ce qui s'est passé dans le milieu rural. Inversement le niveau de pauvreté a augmenté en milieux urbains.

Je pourrais continuer ici mais c'était là quelques exemples pour montrer que le sujet que vous avez abordé est au cœur de nos attentes. Et cela ne pouvait pas mieux tomber puisque dans quelques jours nous accueillerons le sommet Union européenne – Union africaine. Je crois que c'est ce type de forum qui doit nous permettre de mettre le secteur agricole au cœur de l'agenda.

Le moment est venu d'agir puisqu'on dit partout que c'est l'agriculture qui va employer les jeunes de demain et que c'est là qu'il y a le gisement d'emplois, et qu'on peut réduire la pauvreté.

Le moment est venu d'agir. Il faut que le secteur agricole soit financé de manière conséquente pour que les résultats soient au rendez-vous et que notre jeunesse aie une perspective d'avenir. En tout cas je voudrais vous remercier pour l'initiative que vous avez prise et d'avoir traité un thème aussi important.

Pour finir, vous l'avez dit Monsieur l'ambassadeur, j'ai été élevé au grade de Commandeur dans l'Ordre du mérite agricole français, et je porte fièrement cette distinction. Je ne peux pas venir à cette rencontre sans traduire toute ma gratitude à l'Etat français et au président de la République et au ministre de l'Agriculture Stéphane Travert que je n'ai pas encore eu l'occasion de rencontrer. Nous avons eu un rendez-vous manqué à Rome en juin dernier, je suis sûr que le mois prochain nous pourrons continuer dans la même logique : un Stéphane en remplace un autre et rien ne devrait changer.

C'est sur cette note que je voulais vous remercier à nouveau et déclarer au nom du gouvernement, clôt le forum relatif aux échanges sur l'attractivité pour les jeunes africains des métiers d'une agriculture subsaharienne rénovée.

Je vous remercie.

LE GID AU SALON DE L'AGRICULTURE ET DES RESSOURCES ANIMALES



Dans le cadre de sa manifestation FastDev Agri à Abidjan les 20 et 21 novembre 2017, le GID a également marqué sa présence au Salon de l'agriculture et des ressources animales (SARA). Cet évènement international offrait un emplacement idéal pour la promotion du programme FastDev Agri. En effet, ayant été officiellement lancé en mars 2017 lors du Salon international de l'agriculture à Paris par le ministre de l'Agriculture français, il semblait logique que la suite se fasse en terre africaine sous le haut patronat du ministre de l'Agriculture et le ministre des Ressources animales ivoiriens.

Lors de cette 4^{ème} édition du SARA, le GID a occupé un stand dans le pôle Innovation du 17 au 23 novembre, animé par l'équipe du GID et des étudiants de l'Ecole supérieur d'agronomie de Yamoussoukro : Amara Tuo et Sandrine Yao.

Ces deux élèves venaient de terminer leurs études à l'ESA de Yamoussoukro et ont soutenus leurs mémoires sur les sujets suivants :

- Sélection variétale de clones de canne à sucre au stade ligne au complexe sucrier de Ferké 2
- Caractérisation des infestations du foreur de tiges *Eldana saccharina* W. dans les parcelles de canne à sucre au complexe agro-industriel de Ferké 2

Le Professeur Crépin Pene Bi, membre de l'ASCAD dans le domaine des sciences naturelles, a été le tuteur de stages pour ces deux ingénieurs agronomes. Le GID tient à leur exprimer sa profonde gratitude.

L'animation du stand lors du salon fut une occasion de rencontres avec des professionnels et des spécialistes mais aussi des particuliers. Le GID a enregistré plus de 300 manifestations d'intérêt pour le programme FastDev Agri, et ces personnes sont d'ores et déjà inscrites à la newsletter du groupe.

Le stand du GID a été visité par l'Ambassadeur de France en Côte d'Ivoire qui a réaffirmé son intérêt et son soutien pour le programme FastDev Agri, en plus d'en faire la clôture avec le ministre de l'Agriculture de Côte d'Ivoire.

L'équipe du GID a profité de sa présence au SARA pour renforcer les liens avec des partenaires africains et français comme l'ANADER, l'AFD, le Cirad, ADEPTA et d'autres.

Le salon a été un moment fort de l'opération à Abidjan. Fort en échanges intergénérationnels, fort en diffusion d'informations autour du FastDev Agri et fort en intérêt à la fois pour le GID mais aussi pour les personnes visitant le stand.

Le GID a été convié à participer à d'autres manifestations agricoles africaines pour présenter ses travaux.



IMPLICATION DES ACADÉMIES MEMBRES ET PARTENAIRES
DU GID

Le Groupe interacadémique pour le développement - GID est une structure euro-africaine réunissant une trentaine d'Académies d'Europe du Sud et d'Afrique, avec comme objectif de mobiliser les savoirs au service d'un véritable codéveloppement euro-africain. Il organise des forums de réflexion euro-méditerranéens (Parmenides) et euro-africains (Forum Africain des Sciences et Technologies pour le Développement - FastDev) qui rassemblent tous les acteurs du développement dans un domaine considéré.

Un premier forum GID-FastDev (Forum Africain des Sciences et Technologies pour le Développement) a été organisé à Dakar en 2016 sur « l'Emploi des jeunes, la nécessaire co-construction des enseignements-formations et des entreprises ». Une vingtaine d'Académies anglophones et francophones y ont participé, avec une implication forte de l'Académie nationale des sciences et techniques du Sénégal et réseau des académies africaines des sciences (*Network of African Science Academies – NASAC*). Les recommandations de ce forum ont permis de souligner l'importance de l'agriculture et de l'agroalimentaire pour l'emploi des jeunes en Afrique sub-saharienne. La dynamique créée, entretenue par la mobilisation des Académies partenaires et par un groupe de travail interacadémique actif, mis en place à l'initiative de l'Académie d'agriculture de France, a conduit à mettre en œuvre le Programme GID-FastDev pour l'Agriculture (ou GID-Agri). Des réunions ultérieures, avec d'autres Académies, des ONG et différents partenaires ont confirmé ces choix et permis d'élaborer progressivement ce programme.

L'année 2016 a été consacrée à des réflexions en interne, à des rencontres avec les partenaires, notamment les académies africaines, à identifier et sérier les sujets, à établir des contacts, etc. Le thème central qui s'est dégagé est celui de la « pédagogie par l'exemple en agriculture en Afrique », par l'identification d'opérations de terrain réussies et cautionnées par les académies. Le forum d'échanges GID-Agri sur « l'attractivité pour les jeunes africains des métiers d'une agriculture sub-saharienne rénovée », organisé pendant le Salon de l'agriculture et des ressources animales (SARA) d'Abidjan les 20 et 21

novembre 2017, a permis de présenter un premier ensemble de témoignages autour d'exemples de réussites agricoles de 8 pays africains et de proposer des discussions autour de l'accès au financement, des structures de formation et des nouvelles technologies en agriculture.

Les conclusions du forum, auquel assistaient 3 ministres africains de l'agriculture et de l'élevage, ont permis de préciser les pistes de développement du GID-Agri et les suites concrètes à lui donner. Des partenariats et des financements seront recherchés dans la perspective, à court terme, de créer, d'alimenter et d'animer une plateforme Internet performante, dédiée au programme GID-Agri, pour mettre en valeur, promouvoir et diffuser les réussites agricoles identifiées et sélectionnées. Le GID-Agri organisera également en Afrique une conférence au niveau ministériel en réponse à l'appel lancé par plusieurs participants du forum aux autorités politiques africaines, pour une prise de conscience de l'urgence d'améliorer les conditions d'accueil des jeunes attirés par les activités agricoles.

Pour le GID, la complémentarité entre ses académies membres et partenaires est une valeur ajoutée fondamentale. L'implication des Académies est importante pour pérenniser ce programme GID-Agri. Une commission académique et un conseil scientifique seront mis en place prochainement au GID-Agri, en collaboration étroite avec les Académies africaines et françaises, pour garantir une sélection précise, organisée et objective des réussites agricoles.

La mobilisation des Académies lors du forum GID-FastDev Agri à Abidjan a été remarquable. Ainsi, le GID a pu compter la participation de l'Académie d'agriculture de France (représentée par Jacques Brulhet, membre), l'Académie des sciences, des arts, des cultures d'Afrique et des Diasporas de la Côte d'Ivoire (représentée par plusieurs de ses membres et par son président Daouda Aidara), l'Académie nationale des sciences et techniques du Sénégal (représentée par Ababacar S. Ndoye et Moussa Bakhayokho, membres de la section sciences agricoles), la *Cameroon Academy of Sciences* (représentée par Joseph Antoine Ngalani, membre), l'Académie nationale des sciences, arts et lettres du Togo (représentée par Y. Mawuena D.Gumedzoe, secrétaire perpétuel), l'Académie nationale des sciences, arts et lettres du Bénin (représentée par Mansourou Moudachirou, secrétaire perpétuel et Jean-Pierre Ezin, membre), l'Académie nationale des sciences, des arts et des Lettres du Burkina Faso (représentée par Jean Noël Poda, membre du collège sciences naturelles et agricoles), l'Académie des sciences d'Outre-mer

(représentée par Pierre Gény, Ssecrétaire perpétuel), l'Académie Hassan II des sciences et techniques (représentée par Mohammed Berriane, membre et directeur du Collège scientifique études stratégiques et développement économique) et l'Académie des technologies de France (représentée par Thierry Chambolle, membre).

Cette implication des académies africaines est l'une des clefs de la réussite du programme GID-Agri. Les liens étroits que ces Académies entretiennent avec les plus hautes autorités de leurs pays, leur connaissance du terrain, de ses réalités et de ses difficultés, leur rôle essentiel dans la validation académique des projets et la garantie apportée à l'objectivité de leur sélection, ainsi que dans le suivi et l'accompagnement des jeunes entrepreneurs locaux constituent autant de gages de légitimité du projet et permettent d'envisager avec confiance le déploiement du GID-Agri en Afrique.

PARTICIPANTS

PORTEURS DE PROJETS ET INTERVENANTS AUX TABLES RONDES :

Hyacinthe Ali Konan

Directeur de la ferme pédagogique
Tshanfeto
+225 77 70 09 92
+225 09 36 51 48
alihyacinthe2@gmail.com

Célestin Boua Atsé

Président de l'AISA
atse_boua_celestin@hotmail.com

Pascal Baridomo

Directeur des Programmes Inades-
Formation
+225 22 40 02 16
+225 22 40 02 30
pascal.baridomo@inadesinfo.net

André Braud-Mensah

Fondateur d'Ivoryblue
+225 88 30 44 14
+225 07 09 59 03
sales@ivoryblucafe.com

Aïssata Diakitè

PDG de Zabbaan
+223 90 00 89 11
ad@zabbaan.com

Patrice Dijoux

Co-Directeur de Top Nature Limited
+230 52 55 71 54
+230 52 55 71 58
admin@topnature.mu

Kokoè Anita Gamado

Directrice UPEC-DC
+228 90 04 86 84
anitamewoui@gmail.com
upecdc@gmail.com

Brice Valentin Gbaguidi

Président de Superfruit Baobab
+229 94 79 93 52
+229 96 80 50 12
brice_gbaguidi@yahoo.fr
coop@superfruitbaobab.com

Axel-Emmanuel Gbaou

Directeur Instant Chocolat
+225 09 00 57 15
+33 7 52 77 09 61
axeldasilva@yahoo.fr

Kahituo Hien

Directeur général de FasoPro
+226 76 73 21 35
+223 70 59 40 27
hienkahit@yahoo.fr

Eloi Blaise Hounkponou

Responsable programme Viva Ma-
tekpo
+229 97 57 14 71
+229 64 25 60 26
eloibenin@gmail.com

Alexis Idoniyi

Responsable du programme
« Jardins scolaires »
+229 96 89 62 97
parlementairepobe@gmail.com

Alexandre Alhassane Kabre

Directeur général de la plateforme
Cocorico

+226 70 25 04 74

+226 25 46 41 67

alexandre.kabre@gmail.com

Siaka Koné

Directeur de l'ESA

siaka.kone@inphb.ci

ksiakawole@gmail.com

Anicet Kouman

Vétérinaire, producteur

+225 79 37 36 56

koffianicet22@gmail.com

Gora Ndiaye

Directeur de la ferme-école agroécologique
Kaydara

+221 77 15 17 514

jardins.afrique@gmail.com

Christine Njole Ndoumbe

Conseillère du groupement IGP

Poivre de Penja

+237 69 94 35 842

tsimi2002@yahoo.fr

Gédéon Oualoufey

Superfruit Baobab

coop@superfruitbaobab.com

Mahamadi Ouedraogo

Rédacteur en chef d'Agribusiness TV

+226 76 65 70 52

+226 60 04 23 23

agribusiness.tv@gmail.com

mdioued62@gmail.com

Clément N'tètchè Ouguile

Fondateur de la ferme « zéro déchet »

+228 90 74 29 89

+228 98 54 75 44

couguile@yahoo.com

El Hadj Malick Sarr

Directeur général de l'ANIDA

+221 77 56 90 324

+221 33 85 90 660

assemalick@hotmail.com

anidagriculture@gmail.com

Claude Arsène Savadogo

Directeur de BioprotectB

+226 70 22 48 41

bioprotect.b@gmail.com

Patrick Sekongo

Directeur de l'IECD

+225 02 40 02 25

patrick.sekongo@iecd.org

Albert Sie Dah

Responsable exploitations agricoles

Advans

+225 21 24 61 93

+225 75 58 45 87

adah@advanscotedivoire.com



Marie-Cécile Thirion

Responsable de la division agriculture, développement rural et biodiversité, AFD
+33 1 53 44 36 05
thirionmc@afd.fr

Sana dite Wony Tieminta

Présidente de la coop « femmes en action » au Mali
+223 79 40 24 92
+223 66 16 76 15
tiemintasana3@yahoo.fr
sanatieminta@yahoo.fr

ACADÉMICIENS :**Daouda Aïdara**

Président de l'ASCAD
+225 08 06 99 21
aidarad41@gmail.com
info@ascad.ci

Pierre Gény

Secrétaire perpétuel de l'ASOM
+33 1 47 20 87 93
secretaireperpetuel@academiedou-tremer.fr

Moussa Bakhayokho

Membre de la section sciences agricoles de l'ANSTS
+221 33 84 91 099
bakhayok@yahoo.fr

Y. Mawuena D. Gumedzoe

Secrétaire perpétuel de l'ANSALT
+228 99 46 54 64
+228 92 80 83 85
donne@tg.refer.org

Mohamed Berriane

Membre de l'Académie Hassan II
mohamed.berriane@yahoo.fr

Mansourou Moudachirou

Secrétaire perpétuel de l'ANSALB
+229 66 03 44 14
moudmans@yahoo.fr

Jacques Brulhet

Membre de l'AAF
brulhet@free.fr

Ababacar S. Ndoye

Membre de la section sciences agricoles de l'ANSTS
+221 33 84 91 099
ababacar.ndoye@gmail.com

Thierry Chambolle

Membre de l'Académie des technologies
t.chambolle@orange.fr

Joseph Antoine Ngalani

Membre de la CAS
ja_ngalani@yahoo.fr
camerounacademyof.sciences@yahoo.com

Jean-Pierre Ezin

Membre de l'ANSALB
jeanpierre.ezin@yahoo.com
meloezin@gmail.com

Crépin Pene Bi

Membre du domaine sciences naturelles de l'ASCAD
cbpene@yahoo.fr

Jean Noël Poda

Membre du collège des sciences naturelles et agricoles de l'ANSAL-BF
podajnl@yahoo.fr

MEMBRES DU GID :**François Guinot**

Président du GID
francois.guinot@academie-technologies.fr

Catherine Bréchignac

Vice-président du GID, Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences
catherine.brechignac@academie-sciences.fr

Michèle Gendreau-Massaloux

Vice-présidente du GID
michele.gendreau-massaloux@academie-sciences.fr

Jean-Luc Maslin

Directeur des opérations du GID
jean-luc.maslin@academie-sciences.fr
+33 1 44 41 43 89

Matthieu Heurtevent

Chargé de mission FastDev Agri
matthieu.heurtevent@academie-sciences.fr
+33 1 44 41 44 70
+33 6 64 40 49 39

Arnaud Benedetti

Conseiller de la secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences
arnaud.benedetti@academie-sciences.fr

Tsiory Razafindrabe

Secrétaire générale du GID
tsiory.razafindrabe@academie-sciences.fr

Dalila Hebbadj

Community Manager du GID
dalila.hebbadj@academie-sciences.fr
+33 1 44 41 43 03

Rédacteur en chef : Matthieu Hurtevent
Conception graphique : Sophie Gillion
Impression : RPS
ISBN : 978-2-9553151-5-6

Février 2018